

# rouge

quotidien communiste révolutionnaire

N° 796 VENDREDI 10 SAMEDI 11  
DIMANCHE 12 NOVEMBRE 1978

2F00.

Algérie 1,75 dinar, Belgique 20 FB, Grèce 22 DR, Hollande 1 florin, Italie 350 L, Luxembourg : 15FL, Maroc 2,30 dirams, Portugal 15 escudos, Suisse 1FS.

Sur fond de chômage et d'austérité

## Europe : les grandes manœuvres

- A Bruxelles, patrons et syndicats dissertent sur l'art d'aménager le chômage
- A Lille, les dirigeants des PS annoncent que les chemins de l'Europe des travailleurs passe par celle du capital

Lire page 3

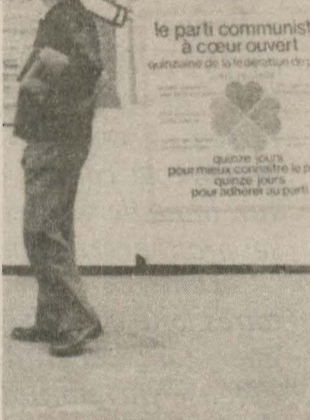
### Au forum des étudiants communistes de Bordeaux

« Rien n'est possible en France sans le PCF  
rien n'est possible avec le PCF tel qu'il est »



**L**A revue « Positions » est éditée par le cercle UEC de l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Elle organisait, mercredi soir, une fête sur le campus. Première manifestation publique organisée par des oppositionnels du PCF, l'événement était très attendu : 700 personnes s'y sont retrouvées dans le grand amphi de la fac de lettres et cela faisait très longtemps qu'on n'avait pas vu ça pour un meeting politique.

Dans le grand hall de la fac, des stands d'organisations internationales, nombreuses, d'organisations féministes et écologistes. Dans l'amphi, deux débats sont organisés : « Lutttes des femmes et lutte de classe », et « le PCF, l'Union de la gauche : quel avenir ? »



Lire page 12

### Hugo Blanco à Paris



### Forum-débat sur le Pérou

Ce soir  
à 18 h 30 au grand amphi  
de la faculté de Tolbiac  
Rue de Tolbiac (M° Tolbiac)

### « Légitime défense » et règlements de comptes

**L**ES tireurs paniquards, ces pères-peinards assassins ont maintenant sous le nez le produit même de leur appel au meurtre et à cette justice « populaire ». Le gymnase de la Pierre-Heuzé de Caen, dont le gardien avait tiré la semaine dernière sur quatre voyous, a été entièrement détruit par un incendie dans la nuit de mardi à mercredi. « Origine suspecte » dit-on. L'aboutissement logique de leur cohérence leur pète dans les mains mais cela va permettre encore mieux à ces notables de hurler leur haine et leur trouille des petits voyous des grands ensembles. Ils vont appeler à la répression la plus féroce, demandant à la « justice » la « légale », cette fois, de passer derrière la leur : celle du règlement de comptes, de la fusillade dans la rue contre tout ce qui est jeune et pas de chez nous, ce western new-look des ghettos urbains.

Lire page 6

### Quelle Europe des travailleurs ?

**L**E PCF, prenant à partie le rassemblement publicitaire des socialistes à Lille conteste la capacité et la volonté des partis socialistes et sociaux démocrates de construire une véritable Europe des travailleurs.

Qui ne saurait être d'accord avec un tel pronostic ?

Quelle Europe des travailleurs, quelle Europe socialiste pourraient donc bien nous concocter un Mario Soares, un Callaghan, un Schmidt qui menent dans leur pays respectifs la politique d'austérité que l'on sait ?

Et sans même parler d'Europe socialiste, quelle Europe des libertés démocratiques pourraient bien bâtir un Schmidt, extradeur de Croissant, un Callaghan défenseur acharné de la présence coloniale britannique sur les terres d'Irlande et tous ces Premiers ministres sociaux-démocrates qui ont accepté en applaudissant des deux mains la proposition giscardienne de constitution d'un espace judiciaire européen pour mieux traquer les « terroristes ».

Oui mais peut-on davantage faire confiance au PCF pour construire cette Europe des travailleurs ?

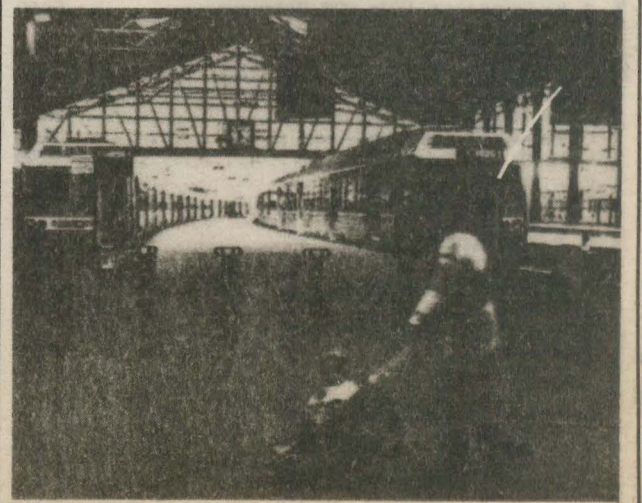
Quelle Europe des travailleurs le PCF veut-il bien construire, lui qui dénonce l'austérité social-démocrate, mais se tait sur la politique de compromis historique du PCI. Un PCI qui accepte sans sourcilier le plan Pandolfi prévoyant un blocage des salaires pour trois ans. Le PCF qui approuve, toujours au nom des « spécificités nationales », la politique d'austérité des communistes espagnols qui proposent aujourd'hui un nouveau pacte de la Moncloa, applicable cette fois sur plusieurs années. Et sans parler de l'appui du PCI et du PCE à toutes les attaques antiterroristes des Etats espagnols et italiens.

Lire page 3

### Les transports qu'ils nous préparent

- Le rapport Guillaumat raconté aux usagers

Lire pages 7 et 8



## SOUSCRIPTION

Plus que jamais « Rouge » a besoin de vous. Les difficultés financières nouvelles auxquelles nous devons faire face rendent la situation du journal et de l'imprimerie extrêmement précaires. Sans une mobilisation d'une ampleur extraordinaire, nous risquons, à tout moment, d'être obligés d'arrêter dans les pires conditions. Nous présentons dans « Rouge » du lundi 13 novembre le nouvel échéancier. La situation actuelle fait que notre besoin de financement est plus important que ce que nous avions prévu. Non seulement tout fléchissement de la souscription nous serait fatal, mais même le rythme actuel de rentrée, tout en étant important (14 532 F aujourd'hui), est encore insuffisant. Sans attendre, pour poursuivre notre combat, mobilisons-nous.

M. G. Nancy	100,00
Alain Gouhier, militant PSU	300,00
Ex-militant LCR	20,00
P. F. La Trinité	300,00
F. T. Brest	100,00
C. A. Landernau	100,00
A. S. Ouessant	100,00
Anonyme Brest	10,00
Alain, instituteur Quimper	100,00
K. P. Instituteur Kemper	100,00
J. B. Etudiant Pont-Aberd	10,00
J.-P.M. Olivet	200,00
C. L. Le Havre	100,00
Anonyme Rouen	200,00
Militante du PCF du 93	100,00
M. M. Toulouse	200,00
Annick M. Caen	50,00
D. B. CFDT-PTT Le Havre	20,00
F. P. CFDT-PTT Le Havre	20,00
P. L. LCR-PTT Le Havre	10,00
Cellule droit Montpellier	200,00
LCR Montargis	305,00
André Bernard, pour la défense de la liberté d'expression, Charmes 88	50,00
Militant CGT, Gare de Nancy-Ville	50,00
Daniel Aix	200,00
LCR Guéret	40,00
A. T. Paris XII*	50,00
Jocelyne BTS Angers	50,00
Las phallos du 49	30,00
Jean-Luc apprenti Angers	10,00
Nadine chômeuse Angers	10,00
Pierre chômeur Angers	10,00
Sylvie contrôleuse Angers	5,00
François ingénieur Angers	1000,00
M. N. Le douanier de Besançon	200,00
R. J. G. Nantes	250,00
M. J. Paris XVII*	150,00
C. P. RATP Bercy	10,00
J.-P. D. RATP Bercy	10,00
G. T. RATP Bercy	100,00
P. B. Caen	16,00
Cellule Tolbiac	100,00
C. J. Bedarrides	100,00
Cellule recherche scientifique, Marseille	100,00
Militant CGT compagnie bancaire	100,00
B. F. militant PSU, Troyes	40,00
Diffuseurs Troyes	30,00
M. S. Troyes	100,00
M. G. Cellule étudiante Nantes	100,00
O. H. Cellule étudiante Nantes	50,00
R. V. Cellule INSEE Nantes	500,00
Le voisin sympa de Port Boyer, Nantes	50,00
Institutrice de Genevilliers	100,00
Malgré le dernier tract d'appel au meeting, P. Genevilliers	50,00
GT Chausson Asnières-Gennevilliers plus un copain	400,00
Thomson Genevilliers	100,00
M. F. B. Enseignante Argenteuil	100,00
R. G. Rueil	20,00
Levallois	100,00
Un agent EDF Vitry	200,00
Cellule Tolbiac	82,00
J. P. Reims pour que Rouge survive	100,00
E. S. Reims	100,00
S. G. Reims	50,00
P. Reims	10,00
Jacques, ex-PSU, SGEN-CFDT, Paris	50,00
J.-M. P. Rennes	100,00
Militants et sympathisants du CHU, Pitié	443,70
Cellule EGF, Paris	385,00
Militant CGT Marseille	130,00
Colette militante PCF Gentilly	20,00
Pipiou, CEV Brétigny	25,00
Diffuseurs Massy	1050,00
J. F. Défense	800,00
Librairie La Brèche Paris	1600,00
Collecte meeting Besançon	95,75
Anonyme	85,00
C. Z.	50,00
C. R. ex-membre de la LCR Besançon	300,00
S. F. ex-membre de la LCR Besançon	50,00
Jean-Paul, membre du PS (tendance CERES) rencontré dans le train	10,00
« Le Gros » Besançon	100,00
Reste sur la vente d'une brochure	2,00
M. H. Sage-femme Besançon	50,00
Lecteurs bisontins anonymes	10,00
L. M. B. R.	30,00
Pour arrondir	17,25
Travailleurs Télécom Vaugirard	380,00
J. G. Paris XVIII*	60,00
R. C. Issy-les-Moulineaux	50,00
G. R. Paris IX*	50,00
G. D. Caudebec-les Elbeuf	1000,00
Militant PCF Paris	20,00
A. M. C. T. Livry-Gargan	50,00
Pour arrondir	30,00

TOTAL DU JOUR : 14 532  
 ANCIEN TOTAL : 624 845  
 NOUVEAU TOTAL : 639 377

# A partir de lundi « Rouge » modifie sa formule

4 parutions sur 12 pages les lundis, mardis, mercredis et jeudis 1 es vendredis  
 un quotidien de 24 pages avec un supplément magazine de 15 pages

**Afin de préparer les changements pour  
son combat  
ROUGE NE PARAIT PAS DEMAIN**

Rendez-vous lundi dans votre kiosque habituel

**Passez vos commandes**  
 « Rouge » sort sur 24 pages  
 vendredi prochain.

**N**OUS vous avons dit la gravité de la situation dans laquelle se trouve « Rouge ». Nous ne vous avons pas caché que les données actuelles conduisent à cette dure conclusion : « Rouge » ne peut pas rester quotidien en 1979. Pour poursuivre son combat, il doit devenir hebdomadaire au 1<sup>er</sup> février. C'est la décision que vient de prendre le comité central de la LCR et sur laquelle son congrès sera amené à se prononcer avant fin janvier.

Dans ce cadre, des mesures transitoires ont été prises, qui visent à endiguer tout recul des ventes, à lier la défense du journal à l'activité militante de la LCR, à préparer concrètement un hebdomadaire, à engager immédiatement des mesures d'économie.

Nous l'avons annoncé hier, chaque fin de semaine, un numéro spécial de « Rouge », 24 pages, 4 F, sera en vente, pendant trois jours, du vendredi au dimanche. Le numéro du samedi étant supprimé. Le numéro de 24 pages étant vendu en kiosque et sur les marchés, au cours du week-end.

**POUR LES MILITANTS DE LA LCR, LA CONSIGNE EST SIMPLE : CHAQUE CELLULE DOIT FAIRE UNE VENTE DE MASSE, CHAQUE MILITANT DOIT PARTICIPER A UNE VENTE DE MASSE.**

Les directions de section doivent désigner en leur sein, dès ce soir, un responsable des ventes hebdomadaires. Celui-ci doit passer commande des journaux qu'il estime nécessaires aux ventes des 17-18-19 novembre 1978 : cette commande doit être passée par téléphone avant mercredi 15 novembre à 18 h au service diffusion à Montreuil

au poste 268/270. Des paquets spéciaux vendeurs seront confectionnés et envoyés aux dépositaires habituels ou les responsables des villes et des sections pourront aller les prendre dès vendredi matin.



Une fois les ventes organisées, le responsable devra centraliser l'argent et envoyer le chèque au « service diffusion » à l'ordre de SPN, dès lundi et en tous cas le mardi dernier délai. Il joindra à cet envoi un questionnaire et sa commande pour la semaine suivante.

Nous rendrons compte ici hebdomadairement des résultats de ces ventes. Sur Paris, les responsables de section et fédération pourront passer prendre le 24 pages dès le jeudi soir à la librairie (10, impasse Guéménée).

Nos amis lecteurs qui veulent eux aussi participer à cette bataille pour les ventes de fin de semaine, peuvent prendre contact avec la LCR ou, s'ils sont isolés, faire eux aussi des commandes et, par téléphone, se feront indiquer les moyens d'agir (postes 268/270 tous jours).

# Les débats entre communistes et socialistes sur l'Europe

## Les communistes italiens d'accord avec les PS européens

On vient sûrement de découvrir, place du Colonel Fabien les charmes discrets de la stéréophonie européenne.

Alors que depuis plusieurs jours la presse communiste française fustige à longueur de colonnes le double langage des socialistes réunis à Lille et les abandons supra-

Dans son rapport introductif, Gian Carlo Pajetta a expliqué qu'il convenait aujourd'hui d'étendre la notion de « polycentrisme », développée par le PCI de Togliatti au début des années soixante à propos des rapports entre les différents partis communistes, aux rapports entre les peuples et les groupes de nation : « Une communauté qui affirme ne vouloir être effectivement ni anti-soviétique ni anti-américaine — quoique respectant les engagements diplomatiques et militaires de la majorité des Etats qui la composent ou doivent y être associés peut et doit être un élément positif

dans le nouvel équilibre mondial et dans la détente ».

Le dirigeant du PCI a expliqué crument, sans le moindre fard, que sur les questions européennes, il n'y avait pas d'accord avec la position du PCF, en expliquant sans nommer le parti de Geroges Marchais, que la position du PCF l'amène « à des polémiques et des discussions parfois profondes avec d'autres partis communistes ».

Sur l'avenir de la communauté européenne, on note la totale similitude de démarche entre les communistes italiens et les PS européens lorsque Pajetta explique « la communauté européenne est

nationale du parti de François Mitterrand, le Parti communiste italien, qui réunissait les 8 et 9 novembre à Rome un colloque sur l'Europe y rappelait avec force que le PCI défendait l'Europe des 9 et se proposait même de mener campagne — ô sacrilège — pour son élargissement à la Grèce, au Portugal et à l'Espagne.

une donnée de la réalité européenne donc mondiale, une réalité qu'ils ne subissent pas mais considèrent au contraire riche de perspectives positives ».

Faisant de l'Europe un terrain privilégié pour une certaine convergence entre les diverses composantes du mouvement ouvrier, les communistes italiens expliquent qu'il faudra au sein de l'Europe, favoriser « une convergence des forces qui se réclament du mouvement ouvrier et le représentant pour introduire dans l'Europe élargie des « éléments effectifs de socialisme ».

Une petite phrase et des

positions générales auxquelles visiblement le maire de Lille Pierre Mauroy s'offrait le plaisir de faire écho dans la polémique engagée avec le PCF, en expliquant dans les colonnes du « Matin », « La société nouvelle que nous recherchons — qui ne sera ni le capitalisme ni la société soviétique naîtra du concours de toutes les forces progressistes européennes ».

Pris depuis deux jours entre le marteau lillois et l'enclume romaine, les communistes français ont commencé à sentir tous les effets du splendide isolement auquel les conduit leur repli national-chauvin sur les questions européennes.



La réunion des socialistes européens à Lille sous la présidence de F. Mitterrand.

## Ouverture de la conférence tripartite de Bruxelles sur l'emploi Vaincre ou aménager le chômage ?

La conférence tripartite réunissant les ministres du Travail, les représentants du patronat et de la Confédération européenne des syndicats (CES), s'est ouverte jeudi matin à Bruxelles. Objectif officiel : vaincre le chômage. Objectif réel : l'aménager.

Aujourd'hui, le chômage touche six millions de personnes dans la Communauté soit 5,5 % de sa population active. Le « plan de lutte » élaboré par la commission européenne prévoit de renforcer les adaptations industrielles. Il a été approuvé par la Confédération européenne des syndicats qui regroupe notamment les syndicats ouest-allemands, britanniques et la CFDT (la CGIL est observatrice, la CGT, la CGTP et les CO sont postulants).

Le ministre français du Travail, Boulin, a l'intention

de présenter sa conception de la lutte contre le chômage. Pour lui, la réduction du temps de travail doit avoir lieu dans le cadre communautaire et par tranche sectorielle d'activité. Il s'agit donc d'une réduction tout à fait limitée, mise au service des adaptations industrielles et accompagnée d'une baisse du salaire réel.

### La position de la Confédération européenne des syndicats

Les syndicats proposent, eux, une réduction générale du temps de travail qui, dans un premier temps, devrait représenter 10 % de la durée globale du travail. Cela pourrait se monnayer par la semaine de 36 heures, ou par la sixième semaine de congés payés ou par un abaissement de deux ans de l'âge de la retraite. Ni les uns ni les au-

tres ne mettent l'accent sur ce qui constitue l'essentiel, à savoir la garantie de maintien du salaire et de tous les avantages acquis pour les travailleurs.

Cela est inévitable dès lors que les syndicats de la CES ont approuvé l'ensemble du plan présenté par la commission européenne : le premier volet de ce plan, en effet, prévoit la nécessité d'une « relance de la croissance » par l'accroissement de la rentabilité des entreprises et donc des suppressions d'emplois.

Le second volet porte sur la « réadaptation structurelle » des entreprises qui doit passer par un effort en matière d'innovation, la « modification » des systèmes éducatifs et le développement de la « mobilité des travailleurs ». On sait aussi que ce terme signifie en fait l'aggravation du chômage et de l'insécurité de l'emploi.

Enfin, le troisième volet prévoit « une meilleure répartition du temps de travail », avec les recettes habituelles de la réduction des heures supplémentaires, l'élimination des « abus » du travail temporaire (mais non de celui-ci, on s'en garde) et le développement de la « retraite à la carte ».

« Assouplissement », « mobilité », les travailleurs savent ce que ces termes « plastiques » signifient pour leur niveau de vie. Et les directions syndicales qui entrent dans ce jeu permettent l'application des plans d'austérité.

Cela reste, en l'occurrence, plus platonique que dans le cadre des négociations nationales, car jusqu'à nouvel ordre, les « recommandations » de ce genre de conférences européennes n'ont guère été suivies à la lettre.

Madeleine Verdi

## Quelle Europe des travailleurs ?

Suite de la page une

Dénonçant l'Europe de la cogestion, le secrétaire de la fédération du Nord du PCF indiquait quelle voie devait prendre la construction de l'Europe des travailleurs en citant la rencontre des PC sur la sidérurgie à Thionville.

Mais quelle Europe des travailleurs veulent donc nous proposer les communistes français, qui ont refusé d'inviter à cette réunion les sidérurgistes espagnols sous prétexte que le PCF est hostile à l'entrée de l'Espagne dans la CEE ?

Comment croire que le PCF pourra construire l'Europe des travailleurs quand il refuse dans les débats de Thionville que soit abordé le problème de la réduction massive du temps de travail uniquement parce que le PC allemand propose le retour au 35 heures alors que le PCI mène bataille pendant des semaines contre « l'égoïsme » de ceux qui voulaient travailler moins et refusait comme outrancier dans la métallurgie italienne la perspective des 38 heures pour le milieu des années quatre-vingts.

Oui, comment croire à l'Europe des travailleurs que nous présente le PCF, ce parti toujours sur la brèche pour la défense de l'intérêt national et qui a collé sur les murs de toutes les villes de France et de Navarre l'affiche chauvine du « Fabriquons français ».

C'est pour des raisons

bassement électorales, pour faciliter son accession au gouvernement, que le PCF a tourné sur la question de l'Europe au moment de la signature du Programme commun de gouvernement. C'est aujourd'hui pour les mêmes raisons électorales dans les régions du Sud-Ouest et dans sa concurrence avec le PS qu'il cultive son national chauvinisme. Au point qu'un Mauroy peut se permettre quelques jolis trémolos que le PCF qui « de jour en jour prend des positions de plus en plus national-poujadistes, qui tournent le dos à la conception internationaliste du mouvement ouvrier ». Alors ?

Alors, face aux socialistes et à certains Parti communistes qui tentent de nous faire croire que la « construction européenne », c'est-à-dire la construction d'une Europe capitaliste, peut être une marche de plus vers la démocratie et le socialisme, face aux dévoiements cocardiers et chauvins, utopiques et réactionnaires du PCF, les militants marxistes révolutionnaires, expliqueront tout au long des débats de la campagne pour l'élection du Parlement européen que nous ne choisirons pas entre deux impasses réformistes, mais qu'au contraire le combat contre le Marché commun, l'Europe des trusts, pour les Etats socialistes d'Europe est d'une brûlante actualité.

Michel Rovere

## Espagne : l'union sacrée se porte bien

• Les députés socialistes et communistes sont unanimes pour exiger « l'utilisation effective » de la loi antiterroriste

En prologue à la manifestation contre le terrorisme convoquée pour ce soir par les syndicats avec l'appui des partis politiques, le congrès espagnol a adopté mercredi à minuit à l'unanimité moins une voix une résolution demandant au gouvernement l'« utilisation effective » de la loi antiterroriste.

La résolution a été votée à l'issue d'un débat consacré à l'ordre public. L'application de la loi antiterroriste permet la détention, sans avis de l'autorité judiciaire, de toute personne « soupçonnée » d'apparte-

nir à des bandes armées ou d'être en relation avec elle. Elle autorise le contrôle du courrier et des écoutes téléphoniques sous contrôle parlementaire postérieur.

Pour renforcer encore le poids de leur lutte inébranlable contre le terrorisme, les députés ont décidé des mesures honorifiques pour les victimes d'attentats : ils seront élevés au grade supérieur et leurs familles recevront une dotation.

Le débat a été l'occasion d'un vibrant appel à l'union nationale de la part du PCE. Estimant que « l'absence d'un large

éventail parlementaire » affaiblissait le gouvernement face au terrorisme, Santiago Carrillo a déclaré que : « Le risque le plus important de déstabilisation de la démocratie espagnole réside dans l'incapacité des forces démocratiques à s'unir au sein d'un gouvernement de coalition ».

Le secrétaire général du PCE a également dénoncé l'usage « illégal » du drapeau espagnol « à des fins partisans ». Il entendait ainsi mettre en cause la présence de drapeaux « sang et or » à une manifestation de Fuerza Nueva vendredi dernier ! Il s'est aussi indigné de ce que la

manifestation commémorant la mort de Franco puisse se tenir place d'Orient, « face à la résidence du chef de l'Etat, comme si celui-ci était toujours le même ».

Evidemment, la conception des « outrages au drapeau » est très extensive : un comédien de la troupe Lagunak vient d'être condamné à un an de prison ferme par le conseil de guerre de Vittoria : il était poursuivi pour s'être essuyé la sueur du front avec un drapeau espagnol, au terme d'une représentation théâtrale critiquant les accords de la Moncloa.

M.V.

Le n° 37 d'Inprecor vient de paraître

En vente à la librairie La Brèche

Selon les responsables de la Charte 77

## La répression s'aggrave en Tchecoslovaquie

« Le Monde » daté du 9 novembre publie un texte de la Charte 77 adressé aux chefs des Etats signataires des accords d'Helsinki. Dans cette lettre ouverte, les deux porte-parole de la Charte en liberté, Marta Kubisova et Ladislav Hejdanek protestent contre « la dégradation de la situation en matière de droits de l'homme en Tchecoslovaquie et les persécutions croissantes de toutes les personnes qui s'engagent pour le respect de ces droits. »

Ils soulignent que les représentants de l'Etat tchecoslovaque qui préten-

daient combattre la Charte par des moyens politiques seulement ont en fait recours à toutes les formes de provocation et de répression possible contre eux: violences physiques, arrestation pour la détention de documents dactylographiés, etc. Ils ajoutent :

« L'année 1984 approche et nous sommes malheureusement obligés de constater que la situation autour de nous n'est guère éloignée de la vision d'Orwell décrivant un monde où l'homme serait privé du droit à une vie libre et digne. » Curieusement, ils ajoutent : « Nous ne

prétendons pas que le gouvernement tchecoslovaque est directement responsable des atteintes aux droits que nous signalons... »

D'autre part, « le Matin » publie un texte signé par trois autres signataires de la Charte, Jiri Muller, Jaroslav Meznik, Rudolf Battek et adressé à l'Internationale socialiste. Ils se définissent eux-mêmes comme des « socialistes indépendants » et indiquent leur intention d'établir des liens permanents avec l'Internationale socialiste : « Nous ne voulons ni plus ni moins que les droits et les

possibilités d'action dont disposent les partis politiques dans les pays d'Europe de l'Ouest », affirment-ils. Le dernier numéro du bulletin « Palach Press » lié à l'opposition tchecoslovaque publie un document qui, dans son horreur, confirme pleinement les accusations portées contre le régime par les porte-parole de la Charte. Il s'agit d'une lettre adressée le 14 septembre 1978 par 48 femmes tchèques et adressée au président de la République. Elles y relatent le traitement que fit subir, en août 1978, la police politique à Azdena Ertl. Voici un résumé de leur lettre.

### Histoire de Zdena Ertl

Le 9 août 1978, Zdena Ertl, mère célibataire ayant à sa charge un enfant et sa mère malade, est interpellée par la police politique.

On l'accuse de parasitisme, pire de prostitution. On la transfère des locaux de la police dans un hôpital où on la place, sous la contrainte, dans un service de traitement des maladies vénériennes.

Comme il se doit, les examens s'avèrent négatifs. Mais leur conséquence est que Zdena Ertl subit une forte hémorragie et doit être transférée dans une clinique gynécologique pour être opérée. Une heure après l'opération, on la transfère à nouveau dans le service des maladies vénériennes ! Et quatre jours plus tard, alors qu'elle fait la grève de la faim, on la conduit à nouveau dans les locaux de la police pour audition.

Il fallut bien, ensuite, la relâcher. Pendant ces quatorze jours, elle n'a pu ni téléphoner à son fils, ni obtenir de nouvelles de sa mère malade, ni entrer en contact avec un avocat. Lorsque les agents de la sécurité lui rendirent la liberté, ils la menacèrent, lui affirmant qu'ils « pouvaient tout », par exemple la bannir dans un autre pays, « en 48 heures ».

Les signataires de la lettre qui dénonce cette affaire scandaleuse demandent

que les autorités responsables présentent des excuses à Zdena Ertl. Elles s'indignent qu'après avoir fait payer aux femmes et enfants des opposants politiques le « crime » de leur apparemment, en les contraignant à l'isolement social, les services de police les agressent maintenant dans leur « dimension humaine la plus intime ». Elles exigent, de la façon la plus ferme, que pareil cas ne se reproduise plus

### ● Amin Dada prêt à retirer ses troupes de Tanzanie

L'Ouganda vient d'affirmer que 500 soldats britanniques étaient arrivés à Dar-es-Salaam pour prêter main forte aux forces tanzaniennes dans leur conflit avec le régime du président Idi Amin Dada et d'autre part, que le président Nyerere avait envoyé 10 000 soldats dans le nord-ouest du pays où ils ont ouvert un second front avec l'Ouganda.

Du côté tanzanien, on rejette l'offre lybienne de médiation. Le président Nyerere n'a pas non plus répondu à l'offre, faite mercredi par Amin Dada, d'évacuer le territoire occupé, 1 850 km carrés, déclarés « district ougandais », le 31 octobre dernier. Amin Dada a déclaré être prêt à retirer ses forces si les autorités tanzaniennes s'engageaient à respecter le traité de paix signé à Mogadiscio le 7 octobre 1972 après une tentative avortée d'opposants ougandais, soutenus par la Tanzanie.

### ● Zaïre : naissance de l'OLC

Différents mouvements d'opposition zairois, réfugiés en Belgique viennent de constituer l'Organisation du Congo-Kinshasa (OLC). Il s'agit de la CODESO (Convention des démocrates socialistes) d'Ali Kalonga ; des Forces libres du Congo (FLC) de Yav Kabey ; du MNUR (Mouvement national d'union et de réconciliation) de Mbeka Makosso ; et du PSC (Parti socialiste congolais) de Valere Nzamba.

Groupes de peu de poids mais qui peuvent devenir une solution de rechange pour l'impérialisme américano-belge. Le secrétaire général de l'OLC sera Mbeka Makosso, ancien ambassadeur zairois à Téhéran et qui, au moment de l'affaire du Shaba, fut dans certains milieux patronaux belges

désigné comme un successeur possible de Mobutu.

### ● Le président tchadien à Paris

La visite que Félix Malloum effectuée à Paris intervient au moment où les négociations entre son gouvernement dirigé par Hissène Habré et le Frolinat sont dans l'impasse. Les négociations de Tripoli en juillet dernier avaient en effet abouti à un échec. La « politique de réconciliation nationale » piétine donc, et Hissène Habré se voit, au fil des semaines, obligé de pratiquer, avec l'aide militaire française, la politique de ses prédécesseurs. En témoigne le 4 novembre dernier l'accrochage entre combattants de Frolinat (16 tués) et forces de N'Djamena à environ 70 km au sud d'Abeche. Ou encore l'affrontement qui aurait lieu, fin octobre, à 50 km au nord-ouest d'Adre entre partisans de Goukouni et des hommes d'Hissène Habré, qui auraient fait là aussi, plus d'une vingtaine de morts.

### ● Nouvelles opérations du Polisario

30 soldats marocains ont été tués le 6 novembre lors de l'attaque par le Front Polisario de la garnison de Lemmia, et d'une concentration de troupes marocaines près de Lébouirate. Par ailleurs le Front Polisario affirme avoir « longuement pilonné » à l'arme lourde » la garnison de Tifariti les 3 et 4 novembre derniers.

### Torture et discrétion hellénistique

1949. Heleni Karyoti a 18 ans. Elle aime un jeune homme de son village, Kostalexi, perdu près de Lamia en Grèce centrale. Mal lui en prend, on ne badine pas avant le

mariage dans un monde régi par de sacro-saintes règles de la soumission des femmes. Or, Heleni a « cédé » à son amant. Pour la punir ses parents l'enferment dans un cachot totalement obscur. 29 ans avec pour seuls compagnons, des rats. Elle recevait sa nourriture — du pain sec — à travers une petite ouverture. Vêtue seulement d'un sac de toile elle vivait dans une puanteur suffocante au milieu de ses propres excréments. A la mort de ses parents, son frère et ses trois sœurs ont continué cette terrible torture. Mais le plus atroce ne s'arrête pas là. Tout le village, depuis le maire et l'instituteur, était au courant de la séquestration d'Heleni. Ils n'en parlaient pas. Par « discrétion ». Aujourd'hui on l'a rendue à la lumière. Elle souffre d'anémie et d'atrophie des muscles des jambes. Elle balbutie des mots incompréhensibles. Heleni est devenue folle.

### ● Non à l'extradition de Gabor Winter !

« Un an après l'extradition de Klaus Croissant, la RFA demande aujourd'hui l'extradition de Gabor Winter, de nationalité allemande. « Arrêté en juin 1978, à Antony, pour tentative de vol de voiture et condamné à quatre mois de prison ferme pour ce délit, il devrait aujourd'hui être libre mais il est maintenu en prison jusqu'à ce que la cour d'extradition de Paris examine la demande de la RFA. « Gabor Winter qui appartenait au comité de soutien des prisonniers de Nuremberg, se trouve, par des glissements successifs, accusé de tentative de « révolutionner » les prisonniers, de soutien à association de criminels, de soutien à la guérilla, etc. Gabor Winter demande l'asile politique. » Comité de soutien G. Winter Envoyez les signatures et pétitions au comité de soutien, 4/6 rue, Raymond-Losserand, 75014, Paris.

### Un avocat accuse On torture dans les prisons allemandes

Rainer Koch, défenseur de Karl Heinz Dellwo, militant de la RAF condamné à la prison à vie, a attiré mercredi l'attention sur le « danger de mort » dans lequel se trouve son client détenu à Cologne.

Dans une lettre adressée au bureau AFP à Bonn, M<sup>e</sup> Koch fait état du récit du détenu sur les tortures qui accompagnent son alimentation forcée alors qu'il refuse de s'alimenter depuis 49 jours.

Dellwo a indiqué à son défenseur qu'il était ligoté sur une chaise spéciale interdisant tout mouvement, pour être nourri de force par les médecins de la prison à l'aide de sondes. L'avocat affirme que la direction de la prison est parfaitement au courant de l'extrême gravité de l'état de Dellwo et ajoute : « On doit se demander dans ces conditions si l'administration pénitentiaire ne court pas consciemment le risque de décès de mon client ».

C'est pour alarmer l'opinion sur l'Etat de Dellwo qu'un groupe de militants a, lundi dernier, investi les locaux de l'agence de presse DPA à Francfort. Les responsables de cette action ont adressé à l'AFP un communiqué sur l'état de santé de Dellwo et d'un autre militant, Werner Hoppe, actuellement soigné dans un hôpital civil. Cette déclaration reprend les accusations de M<sup>e</sup> Koch concernant la torture et les sévices subis dans les cellules d'isolement.

Hoppe, membre de la RAF, a été condamné en 1972 à 10 de réclusion pour tentative de meurtre.

## 3e Congrès des comités anti-Outspan ce week-end Contre les fruits de l'Apartheid

Le 3<sup>e</sup> Congrès du « Mouvement anti-apartheid, Campagne anti-outspan » (CAO) se tient ces 10 et 11 novembre à Massy. Congrès de la maturité pourrait-on dire au regard des deux précédents. Car depuis sa création en avril 1975, la CAO n'a pas seulement été à l'initiative d'actions spectaculaires, elle a surtout étendu, implanté l'activité permanente de ses 80 comités de base, faisant d'elle le vecteur principal de la lutte contre l'Apartheid en France et pour la solidarité avec le peuple sud-africain en lutte. Il serait trop long ici, de rappeler son bilan factuel, synthétisé dans un rapport d'activité d'une centaine de pages. On peut néanmoins citer quelques unes de ses actions qui eurent un large écho dans la presse nationale ou régionale.

L'action contre les jeux radiophoniques Outspan-Europe 1 qui obligea cette radio à annuler le contrat publicitaire ; l'action contre la chorale de Stellenbosch qui dut renoncer à sa tournée ; la campagne contre le congrès mondial du tourisme sud-africain à Deauville qui aboutit à l'annulation de sa tenue ; la dénonciation de la construction d'avions pour l'Afrique du Sud à Lorient ; l'intervention contre le lancement du navire — container « S. A. Herdeberg » au chantier de Dunkerque ; les campagnes contre les délégations du régime raciste dans notre pays (celles des agronomes en août 1977, celle des ingénieurs atomistes en janvier 1978, ou il y a quinze jours, celle d'industriels de la CED).

Mais ces moments forts de la CAO ne seraient rien, si patiemment et quotidiennement, ses militants ne menaient pas, de concert avec les organisations locales, un travail de sensibilisation selon 4 axes, définis au deuxième congrès de mai 1977 : la campagne contre les ventes de centrales nucléaires et d'armement.

Aujourd'hui la CAO n'en est plus à chercher des oreilles attentives au sein du mouvement ouvrier. Trente organisations françaises importantes (églises, syndicats, partis, mouvements de jeunes) ont

décidé de s'associer officiellement à ses interventions. Ce qu'elle cherche par contre, c'est à préciser ses modes d'action, sa pédagogie, en fonction des milieux et secteurs réceptifs spécifiques. L'analyse du matériel qu'elle a produit témoigne de ce souci. « Apartheid-non » son organe mensuel tiré à 5 000 exemplaires s'est amélioré. 600 projections depuis 1975 ont eu lieu à son initiative à travers la France sans parler de colloques, rencontres ou week-end de formations. Pour sensibiliser les municipalités de gauche au boycott des organes Outspan, des dossiers furent adressés à 244 maires de villes de plus de 9 000 habitants. Et actuellement, des villes comme Rennes, Nîmes, Saint-Dizier, Paul, Saint-Brieuc ou Lorient pratiquent ce boycott. On pourrait aussi parler de la tournée d'été de la CAO en 1977 dans 35 villes ; de sa présence aux Floralies de Lyon contre les stands sud-africains ; de son écho au sein de maintes sections syndicales d'entreprises dont les filiales ont pris racines du côté de Pretoria...

Mais les militants de la CAO veulent surtout qu'une grande rigueur, notamment sur le plan informatif, démultiplié leur efficacité. A cette fin, la CAO s'est associée au CRIA (Collectif de recherches et d'information sur l'Afrique australe) qui mène des études de fond sur la réalité sud-africaine et les liens de tous ordres entretenus entre la RSA et la France.

Frank Tenaille

### Toto Bissainthe, Jabula, Mac Gregor et bien d'autres

Le 3<sup>e</sup> congrès anti-Outspan se tiendra grâce à l'obligeance de Claude Germont, maire de Massy, au Centre omnisports de cette ville (on peut y aller en RER). Il se déroulera en présence de représentants de l'ANC (African National Congress) et de la SWAPO (South West Africa People Organisation). Le samedi 11 novembre, à 17 h, se tiendra une table ronde sur la collaboration bancaire France-RSA en présence de délégations de mouvements étrangers de Hollande, Etats-Unis, Belgique, et Grande-Bretagne.

Des représentants de partis politiques (PC, PS, PSU, LCR), de syndicats (CGT,

CFDT), d'églises protestantes et catholiques (Groupe contre le racisme du DEFAP, Commission justice et paix) y seront invités à prendre la parole. A 20 h 30 le jour même, se tiendra une grande soirée culturelle. Sont prévus Toto Bissainthe, et son groupe, qui viennent de faire un triomphe au Théâtre de la ville, Jabula (jazz) ; Chris Mac Gregor, pianiste, bien connu des adeptes du jazz ; Mayibuye qui interprète des chants de l'ANC ; Bryan Isaacs. Catherine Seyne et la troupe des Quatre-Chemins monteront à cette occasion une pièce anti-apartheid, « Sud-Africa ».

Contre la recrudescence des attaques anti-immigrés

## Les grévistes de la Sonacotra appellent à manifester le 18

« Pauvre Sonacotra ! Ne voit-elle pas notre force, notre détermination de lutter jusqu'à la victoire. Après tout, c'est sa faute si nous en sommes là, de jour en jour plus nombreux jusqu'à ce qu'elle cède. Et elle cèdera comme toutes les sociétés qui nous exploitent (...). Tous au rassemblement samedi 18 novembre, 14 h, métro Barbès. » L'appel est signé du comité de coordination des foyers Sonacotra. Il sera massivement diffusé tout au long de la semaine prochaine pour faire du 18 une étape importante dans la lutte contre la politique de Stoléro.

Hier, jeudi, des résidents du foyer Sonacotra de Champigny étaient convoqués devant le tribunal de Créteil. Mardi prochain, ce sera au tour des résidents du foyer de Massy devant le tribunal de Rougemont ; puis de ceux de Sevran, de Bobigny, de Garges-les-Gonesse, etc. Pour les résidents dont certains effectuent la grève des loyer depuis bientôt quatre ans, la litane des procès n'en finit plus. Mieux : à Argenteuil, où le juge avait refusé de condamner des résidents at-

taqués par la Sonacotra, celle-ci vient de relancer la procédure en citant de nouveaux locataires du foyer local.

C'est dire l'acharnement mis en œuvre aujourd'hui par la direction de la Sonacotra — et derrière elle, le gouvernement pour liquider définitivement la résistance d'un comité de coordination qui, depuis le début du conflit, ne cesse de réclamer des négociations sur la base d'une plate-forme revendicative définie par tous les résidents.

A Woippy, dans l'Est, on est allé encore plus loin.

Violamment chargé par les CRS, vingt résidents ont été blessés. Quatre sont toujours à l'hôpital, dont l'un présente, à la suite des coups reçus, de graves troubles psychiques. Sur leurs dossiers, les médecins ont écrit : « Accident de la circulation »... Qui prétend qu'en France, il n'y a pas de racisme ? Jusqu'à quand va durer l'hypocrisie du gouvernement ? interroge le comité de coordination, alors que Stoléro prétend promouvoir, du 19 au 26 novembre, une « semaine du dialogue français-immigrés ».

« Nous appelons toutes les organisations syndicales et les partis politiques à prendre leurs responsabilités face à la multiplication des attaques policières contre l'immigration » conclut l'appel. Pour sa part, la LCR sera, le 18 novembre, aux côtés des résidents en grève.

E.E.

## Saint-Brieux : un mois de lutte chez Chaffoteaux et Maury

Le conflit a démarré le 12 octobre, il y a un mois à l'usine Chaffoteaux et Maury. Celle-ci fabrique des chaudières, profitant de la vague actuelle pour le gaz, elle a embauché 120 travailleuses et travailleurs depuis les congés. Elle a également engagé une campagne publicitaire coûteuse à la télévision. Les salariés, hommes et femmes ont bien compris que la direction pouvait satisfaire les principales revendications posées depuis longtemps : 350 F d'augmentation, treizième mois complet ; congés payés, retour aux quarante heures sans perte de salaire ; révision des classifications avec création de la qualification de P 1 de fabrication.

St-Brieux, de notre correspondant.

Aussi, depuis début octobre, la lutte se poursuit : par des débrayages qui vont de deux à quatre heures par jour. La participation est massive : 80 à 90 % des deux mille ouvriers et employés. Des défilés ont lieu dans les ateliers pour convaincre les non-grévistes.

Des assemblées d'ateliers regroupant les grévistes se

tiennent plus ou moins régulièrement mais ont lieu dans tous les ateliers y compris, les petits où il n'y a pas de délégués du personnel.

Les heures de débrayage sont annoncées de bouche à oreille, les délégués du personnel informant les « délégués de base » (un pour 10 à 20 grévistes). Développement de la démocratie ouvrière, importance également des assemblées d'atelier, nécessité de durcir en bloquant la

production : ce sont les thèmes aujourd'hui en discussion dans l'usine. Ce sont aussi les thèmes sur lesquels intervient la Taupes rouge.

Enfin, pour développer le rapport de forces, plusieurs initiatives ont eu lieu ces jours derniers : une manifestation en ville, animée, colorée a rassemblé plus de 1 500 travailleurs, hommes et femmes. De temps en temps, les ouvriers vont bloquer le carrefour à côté de l'usine, en distribuant des tracts aux automobilistes. Lundi dernier, une 4 L de la police a été bloquée. Les pandores n'avaient pas de ceintures de sécurité — en pleine campagne alors — et utilisaient des pneus lisses. Les travailleurs les ont alors réprimandé et leur ont conseillé de suivre le code de la route !

### ● Le PFN lance deux actions judiciaires contre Defferre

Le Parti des forces nouvelles (PFN) a annoncé mercredi qu'il allait engager deux actions judiciaires contre le maire de Marseille, Gaston Defferre, qui a interdit la tenue du meeting fasciste de l'eurodroite, prévu ce soir à Marseille. Jean-Louis Tixier-Vingancourt, qui conduira la liste de l'eurodroite aux élections européennes, a expliqué que le PFN engageait une action en diffamation contre Gaston Defferre, qui a interdit la tenue du meeting fasciste de l'eurodroite, prévu ce soir à Marseille. Jean-Louis Tixier-Vingancourt, qui conduira la liste de l'eurodroite aux élections européennes, a expliqué que le PFN engageait une action en diffamation contre Gaston Defferre, qui a interdit la tenue du meeting fasciste de l'eurodroite, prévu ce soir à Marseille.

### ● Le secrétaire du PFN de Saône-et-Loire inculpé pour vol

Didier Picard, secrétaire du Parti des forces nouvelles (PFN) en Saône-et-Loire, candidat aux dernières élections législatives dans la deuxième

circonscription de ce département, vient d'être inculpé, lundi, pour vol dans la discothèque du château de Farges, près de Tournus et écroué à Mâcon. Sa femme a été également entendue par les policiers dans cette affaire : elle avait été également candidate lors des dernières élections.

### ● Femmes avenir

Le mouvement « Femmes avenir » organise vendredi 10 novembre une cérémonie à l'arc de triomphe pour rendre hommage au général de Gaulle en même temps qu'aux « femmes qui demeurent le plus souvent le soldat inconnu des causes les plus nobles ». Sic.

### ● Le meeting de l'eurodroite à l'hôtel Frantel ?

Après l'arrêt de Gaston Defferre, maire de Marseille visant à interdire le meeting de l'eurodroite qui devait se tenir ce soir à Marseille, le

PFN a décidé de le tenir quand même en faisant louer une salle d'un hôtel, le Frantel, de la ville au nom de la section locale du « Comité pour la défense de la liberté d'expression ». Cette salle peut accueillir cinq cents personnes.

### ● Collectif contre « Détective »

Mercredi en fin d'après-midi le collectif-femmes contre « Détective » est intervenu en plusieurs points de Paris auprès des kiosques pour distribuer des tracts et coller des affiches contre ce journal qui chaque semaine appelle au viol, à la violence, chaque semaine déverse des insultes contre les lesbiennes, les homosexuels, les prostituées. Déjà une plainte a été déposée contre « Détective » par l'Union des associations familiales, déjà de nombreux marchands de journaux refusent de l'afficher. Le collectif appelle à ce que des actions similaires se fassent en province. Pour le contacter, écrire au MLAC, 34 rue Vieille-du-Temple, Paris 75004.

### Aéroports

## Les électriciens de Roissy réquisitionnés

La situation était toujours tendue, hier matin, sur les aéroports parisiens. Le pouvoir est intervenu directement dans le conflit puisque des électriciens grévistes ont été réquisitionnés. Face à la grève, journalièrement reconduite en assemblée générale, la direction reste en effet ferme sur l'abolition du protocole d'accord qui, jusqu'ici, garantissait l'emploi des employés au sol.

Aux portes de la direction générale, boulevard Raspail, des délégations se succèdent et apportent « l'ambiance » des différents centres. A Orly, la grève est bien suivie : tableaux électroniques vides, pendules électriques arrêtées, cantines fermées. A Roissy, les ascenseurs, les tapis roulants et les escalators ne fonctionnent pas. De même une centrale électrique régularise le courant : la grève très bien suivie dans ces services peut entraîner un arrêt ou une simple interruption du trafic aérien : la sécurité, les lumières, l'embarquement, le débarquement dépendent de cette production électrique. Aussi, au moins à Roissy, une partie des électriciens s'est vu réquisitionnée.

### Communaux

## Vers une action nationale coordonnée

Le mouvement de grève tournante des conducteurs de véhicules de Paris se poursuit, avec plus de 90 % de participation dans les divers garages concernés. Chirac et Tibéri ne répondent pas aux revendications mais cherchent à intensifier le service privé de ramassage d'ordures.

Les fédérations CGT et CFDT se sont rencontrées et elles appellent toutes les catégories, à commencer par les conducteurs à s'engager dans l'action pour les salaires, les effectifs, les conditions de travail, la garantie de l'emploi. Des journées de grève et de mobilisation sont annoncées pour les 21, 22, 23 novembre prochains.

Plusieurs villes sont déjà marquées par un début de mouvement : Nantes, Brest, Le Havre, Grenoble, Le Mans...

A Lyon, le mouvement est apparu à la fin de la semaine dernière comme une expression de « ras le bol » des chauffeurs de benne, qui ont décidé spontanément de partir en grève. Aujourd'hui, éboueurs, conducteurs et cantonniers sont appelés à suivre l'action. Ils réclament la parité salariale avec Paris, demandent un week-end complet par mois, une augmentation des effectifs, protestent enfin contre la vétusté des véhicules utilisés.

Force ouvrière a rejoint les autres syndicats des communaux : CGT CFDT et autonomes dans l'appel à la grève. Mais la nécessité de l'extension aux autres secteurs du service (maîtrise, ouvriers professionnels des garages, services administratifs) se pose toujours, de même que la liaison avec les autres villes dans lesquelles le mouvement s'est déclenché.

### Services publics

## Grèves tournantes... à en avoir le tournis

Le deuxième mouvement tournant de grèves à la SNCF n'est pas encore terminé que le prochain est annoncé ; ceux des PTT vont être appelés les 21, 22, 23 novembre à trois journées de grève, cette fois tournantes par région ; les communaux, les enseignants, les arsenaux et les marins vont continuer cette liste, à moins que ce ne soit ceux de l'EDF qui ne passent à la une de l'actualité si les fédérations unifiant un peu les divers mouvements dans les centrales et les centres de distribution... Devant ces actions éclatées les réactions des travailleurs sont de plus en plus critiques : il monte, même à la SNCF ou aux PTT, un courant pour faire « la grève de la grève ». Il est donc nécessaire de faire le point de la situation : que veulent les directions syndicales et comment agir ?

A la SNCF, la question de la tactique de lutte est dominante et paralyse les initiatives des cheminots.

Ainsi, à Rouen, la dernière grève des roulants a été le bide complet : douze présents à l'assemblée générale alors que, lors de la grève de dix jours début octobre, ils s'y retrouvaient à 180. Dans le matériel, les mots d'ordre syndicaux ont été mieux suivis, mais les ouvriers trouvent que cette forme d'action ne sert à rien, et certains se mettent en congé plutôt que de devoir choisir entre « servir la direction » et « faire plaisir au syndicat ».

### A la SNCF : les travailleurs critiquent leurs syndicats

Divers exemples, à Paris, complètent ce tableau : l'argument dominant pour appeler les roulants à la grève était « ne pas porter de l'eau au moulin de la direction », c'est dire l'enthousiasme ! Quant au secteur des agents du matériel, la situation est plus nuancée : à Saint-Lazare, par exemple, la grève a été suivie à peine à 30 % et une manif appelée devant la direction ne rassemblait que 80 à 100 militants ; la direction a « bien voulu recevoir la délégation pour lui donner son sentiment sur les revendications et les mouvements en cours ». La rancœur des militants a été assez forte, devant cette ironie (volontaire ?) et elle n'a fait qu'amplifier le courant qui avait amené la CFDT du dépôt de Nanterre à appeler à la grève de la grève.

Certains expliquent le faible écho de la grève chez les agents du matériel par le fait qu'ils ne sont pas les plus mal traités de la SNCF. Mais ce qui s'est passé à Clichy est révélateur : vingt militants CGT étaient au piquet et ils ont fait démarrer une discussion avec les grévistes, sur toutes les questions de la lutte, qui a duré trois heures : les gars étaient contents et ils ont décidé de porter ensemble

une motion à la direction de leur secteur pour préparer la suite ; ils n'avaient pas connu un débat comme celui-là depuis 1972 !

Mais discuter peut aussi être démoralisant, dans certaines conditions, comme le montre les réactions de cheminots « en colère mais grévistes malgré tout », à Paris-Est. « Pourquoi pas tous ensemble, comme si les problèmes qu'on a ne sont pas ceux de toute la SNCF ? », dit un ex-cégétiste, qui se voit répondre : « Et il y a 1 500 000 chômeurs, alors qu'est-ce qu'ils font les syndicats : leurs tactiques elles sont insuffisantes ». Celui-là était adhérent CFDT, 50 ans, et précisait : « C'est parce que je suis chrétien, mais ils n'avaient pas à signer l'accord ; mais qu'ils s'occupent un peu moins de leurs disputes politiques et qu'on s'y mette enfin vraiment à lutter ; sinon je me demande où on va. »

### « J'y vais pour gueuler à leurs assemblées »

A une question sur le plan Guillaumat et sur les mesures équivalentes dans tous les services publics, les réponses sont très précises : « Bien sûr que c'est toute la politique du gouvernement qui est en cause, et on peut dire qu'il nous met à dos les usagers ; mais si on s'y mettait on pourrait les gagner les usagers : un jour on annonce qu'on part et on maintient certains trains de banlieue parce qu'ils ont déjà payé, à la semaine ou au mois ; par contre on dit aussi que tel jour les trains sur les grandes lignes seront gratuits et on explique de ne pas composer... » « On pourrait en profiter pour expliquer ce que fait le gouvernement. » « Oui, et les chômeurs, il faut leur dire que nous on veut des embauches... » Tout un plan d'action se mettait en place, mais l'un ajoute : « On le voit, ce qu'il y aurait à faire, mais les syndicats ne nous écoutent pas quand on dit ça ; moi j'y vais pour gueuler à leurs assemblées. »

Pierre Rème

Pour les travailleurs et les travailleuses des PTT, SNCF, ex-ORTF et ministères : mardi 14 novembre à 20 h, salle Lancry (rue Lancry) à Paris (métros République et Bonsergent), réunion-débat avec les militants du secteur public, « La bataille pour la coordination des luttes, pour la grève générale du secteur public ».

« Légitime défense »

## L'engrenage

Le gymnase de la Pierre-Heuzé, à Cean, théâtre de la justice expéditive de son gardien, a été entièrement détruit dans un incendie dans la nuit de mardi à mercredi, une semaine, presque jour pour jour, après la fusillade contre quatre jeunes et après l'arrestation du gardien Pesquereau. Cet incendie d'origine « suspecte » va venir à point après le saccage de la villa de Pesquereau par les copains des jeunes délinquants blessés, pour ces notables caennais, Girault en tête, qui clamaient déjà partout au scandale de l'arrestation du gardien. Girault, sénateur-maire de la ville, ce justicier bon genre spécialisé dans les arrangements d'affaires pas nettes de fils à papa, avait déjà dit : « Si on ne trouve pas un moyen de dissuader ces bandes de voyous, il y a un risque de voir les citoyens faire justice eux-mêmes. » Il a été bien entendu. Cette « légitime défense » n'a qu'une seule issue, inéluctable : l'engrenage de la violence, de la vengeance par ces jeunes qui savent bien, d'autre part, qu'à côté, des flics attendent au coin du boulevard, avec une autre violence très légale cette fois.

## Les points noirs d'une histoire cousue de fil blanc

Quelques jours à peine après le meurtre d'un enfant par son père, à Courtenay, une autre grosse « bavure » de la légitime défense se profile à l'horizon : Charles Vaglio, l'infirmier qui avait tué vendredi dernier un cambrioleur, est aujourd'hui inculpé d'homicide volontaire et, surtout, l'enquête semble établir que la version du meurtrier comporte pas mal de « mensonges ».

Au départ l'histoire paraissait limpide : M. Vaglio fait une ronde autour de sa résidence secondaire, à Homecourt, près de Metz. Il voit de la lumière, sort son revolver, entre brusquement, intime aux voleurs l'ordre de se montrer. L'un d'eux se découvre, armé, selon M. Vaglio, d'un nerf de bœuf. Vaglio l'entraîne, sous la menace de son arme, dehors, pour le conduire à la gendarmerie. Puis, toujours selon la même version, le cambrioleur se serait retourné et aurait esquissé un geste de menace. Charles Vaglio tire, d'abord en l'air, dit-il, puis sur le cambrioleur, qu'il tue.

« Légitime défense », explique Vaglio, qui lit les journaux

et sait qu'en ce moment, ça fait fureur. Pourtant les premiers résultats de l'enquête font apparaître dans cette histoire cousue de fil blanc la trame d'une série de bobards : tout d'abord, le dangereux cambrioleur n'était en fait qu'un homme de taille plutôt petite (1,65 m, alors que le meurtrier mesure 1,90 m) handicapé, de surcroît, des deux jambes. La thèse selon laquelle il se serait précipité sur M. Vaglio pour le désarmer paraît donc bien improbable. Quant au nerf de bœuf trouvé sur place, rien pour l'instant, sauf les déclarations du meurtrier, ne permet d'établir qu'il soit bien la propriété du voleur abattu.

Troisième fait troublant : les balles n'ont pas touché le voleur de face mais au côté gauche. Elles ont en outre été tirées à deux mètres. Quant aux douilles des quatre coups que l'infirmier affirme avoir tirés, deux seulement ont été retrouvées. Pour terminer, M. Vaglio vient de reconnaître qu'il n'a pas tiré avec l'arme qu'il avait remise à la police mais avec un « calibre » plus gros : un 7,65.

A.C.

## Légitime torture ?

Deux hommes qui avaient tenté de cambrioler une brasserie de l'avenue de Clichy en juillet dernier, avaient été interceptés par le gérant et son fils, et maîtrisés.

Ceux-ci, pour prendre encore plus leur pied à ce jeu ces « gendarmes et des voleurs », avaient ensuite attaché les deux cambrioleurs, nus, à des arbres de l'avenue de Clichy, après les voir copieusement ros-

sés. Au point que l'un d'entre eux fut admis à Bichat après son arrestation. « On ne peut accepter la légitimation de la torture », a déclaré leur avocat en correctionnelle, mercredi, « car comment qualifier autrement le fait d'interroger les gens en les frappant, en cassant le doigt de l'un d'entre eux, en les forçant à se mettre nus et en les attachant aux arbres à l'aide de câble électrique ? »

## ● Première victoire à l'école d'éducateurs de Reims

Après quinze jours de grève, après la séquestration du directeur de l'école et du président du CRAI, suivie d'une intervention policière, les travailleurs sociaux en formation viennent d'obtenir la ré-intégration de leur camarade suspendu.

Ils appellent vendredi 10 novembre à partir de 18 h à un gala de soutien à la maison commune du Chemin-Vert.

Forum-débat : le travail social, contre qui ? La lutte dans les centres de formation ?

Spectacle : chanson, folk, théâtre...

## ● Un décès malencontreux

Un ingénieur des Ponts et Chaussées du Havre avait été mis en cause dans un article du « Canard enchaîné » à propos d'une affaire de « pots de vin ». Il venait également d'apprendre qu'il était muté, sans doute à la suite de cette affaire. Robert Isambert a trouvé la mort mercredi matin dans un accident de voiture dont on explique mal les causes : sa voiture est allée, en ligne droite et sans trace de freinage, s'écraser contre un poids lourd. Il est mort sur le coup.

Journée du novembre

## Les étudiants et les lycéens avec les parents et les enseignants

La coordination parisienne lycéenne, qui s'est tenue avant-hier, a confirmé son appel à manifester lundi 13, à 16 h à Montparnasse pour rejoindre ensuite le cortège des enseignants et des parents. Une dernière réunion de préparation doit avoir lieu ce soir à Jussieu à 18 h pour mettre au point l'organisation matérielle du cortège lycéen. Dans un communiqué, le bureau national du MAS appelle « à continuer la bataille pour faire une démonstration de force face à l'intransigeance du gouvernement ». Pour le MAS : « Les directions syndicales enseignantes n'ont pas organisé de mobilisation véritable et ont appelé à plusieurs manifestations à des jours différents. L'UNEF-US « constate et regrette » et l'UNEF-renouveau s'absente. (...) Avec la coordination lycéenne nous appelons tous les étudiants à s'organiser en cortège de fac à 16 h à Montparnasse », conclut le communiqué.

Philippe Andréa

On a beaucoup lutté et on n'a pas gagné sur l'essentiel. La manifestation du 13 novembre n'est vraiment pas la réponse à la hauteur des exigences de la situation.

On a beaucoup lutté : depuis la circulaire Soisson et ses attaques inadmissibles contre le statut de l'enseignant, les profs de gym ont fait de manière éclatée, de très nombreuses journées de grève ; les autres profs, à la fois contre les traductions locales de la politique d'austérité contre le projet Beullac de redéploiement dont la logique est la même que celle de Soisson et en solidarité avec

leurs collègues de gym, se sont mobilisés.

La journée du 13 octobre avec ses manifestations massives a traduit l'ampleur de la combativité. Mais cette combativité n'a pas eu les résultats attendus. Et ce, car, malgré les nombreux appels des sections syndicales et des assemblées générales de grévistes à l'unité et à lutter tous ensemble contre cette politique d'austérité, les directions syndicales n'ont pas appelé à la généralisation nécessaire de ces luttes sous forme d'une grève générale reconductible de l'Education nationale pour la satisfaction de ces revendications.

appelant à la grève sur tout Jussieu, appelant à manifester le 13. Dans un premier temps l'UNEF-unité syndicale s'est opposée à la manifestation du 13, et n'a finalement voté ni pour ni contre.

### ● A Vincennes

3 000 manifestants se sont regroupés, la plus grosse mobilisation depuis longtemps.

### ● A Clermont-Ferrand

La centaine d'étudiants qui occupaient un local administratif de l'université de Clermont-Ferrand ont mis fin à leur action. Les étudiants qui organisaient l'occupation

Aujourd'hui, le budget d'austérité va être voté. Les mêmes directions syndicales appellent avec la Fédération Cornec à une manifestation le 13 novembre. Ce n'est pas le moyen de gagner que d'appeler à faire pression sur l'Assemblée. Les directions syndicales avaient pour tâche et ont toujours pour tâche d'organiser la centralisation des luttes contre la politique d'austérité dans l'Education nationale, pour le retrait des mesures Soisson, Saunier-Seïté et la réforme Haby, pour des créations de postes permettant le réemploi et la titularisation des auxiliaires, les 25 élèves par classe et de répondre aux revendications apparues dans les luttes menées depuis la rentrée, pour l'arrêt des négociations-alibi et la dénonciation de l'accord salarial de la Fonction publique. Cette centralisation ne peut se traduire que sous la forme d'une grève générale reconductible de l'Education nationale, seul moyen de s'opposer effectivement au vote du budget.

C'est en refusant dans la lutte ce budget que nous montrons notre volonté politique d'en finir avec ce gouvernement et cette Assemblée.

Edith Solaise  
Jean Hallouze

s'étaient par ailleurs prononcés « contre toute grève, stérile », contre l'unité avec les enseignants, et refusaient toute présence des organisations syndicales dans l'action.

### L'UNEF-RENOUVEAU APPELLE A MANIFESTER

Dans un appel lancé par son président, l'UNEF-renouveau demande l'ouverture de négociations globales avec Saunier-Seïté, appelle à la généralisation de la lutte dans toutes les universités, à 48 heures de grève les 13 et 14, ainsi qu'à participer à la manifestation du 13, dans le cortège de la FEN. L'UNEF nous signale d'autre part la tenue d'une coordination des IUT mercredi 15 à Toulouse.

## Pouvoir d'achat en baisse

Comme toujours Barre se félicite. Il s'est décerné mercredi au Conseil des ministres un brevet d'autosatisfaction : « J'ai bon espoir que l'assainissement prendra fin dans le courant de l'an prochain et que l'investissement privé pourra redémarrer et par conséquent (sic) la situation de l'emploi s'améliorer. » Motifs de cet optimisme : « L'amélioration de la compétitivité des entreprises » — manière élégante d'évoquer le boom des profits au premier semestre — et le ralentissement de la hausse des prix (0,6 % en septembre) et surtout des salaires : 2,7 % d'augmentation du salaire horaire ouvrier au troisième trimestre, après une augmentation de 4,2 % au deuxième trimestre qui avait paniqué les milieux officiels.

Force est pourtant de constater, comme le rappelle « les Echos » que « la baisse des effectifs industriels devrait se poursuivre au cours des prochains mois ; pas de détente à espérer sur le front du chômage : les chefs d'entreprise ne comptent d'ailleurs sur aucun progrès de la production industrielle ». Mais le chômage ne trouble pas Barre, puisqu'il le planifie consciemment. Ce qui le réjouit tient en deux chiffres : pour 1978 les prévisions — très vraisemblables — de l'INSEE indiquent 10 % d'inflation et 12 % de progression du salaire horaire. Avec un indice des prix au-dessous de la réalité et sans compter l'extension du chômage (partiel ou total) et la baisse de la durée hebdomadaire du travail : il s'agit donc en fait d'une baisse très réelle du pouvoir d'achat de la classe ouvrière.

Mais pour le reste, les patrons n'ont pas de quoi pavoiser. La production stagne, le secteur décisif des biens d'équipement est en plain marasme. Barre misait énormément sur la reprise économique en Allemagne, mais la lutte contre l'effondrement du dollar risque de casser la croissance américaine et donc de freiner la RFA. Ceyrac déclarait hier à la presse que « tous les éléments d'une nouvelle crise mondiale se mettent en place » et que « l'économie française n'est pas au bout du chemin ». D'où les explications de plus en plus insistantes sur le thème : la fin de l'« assainissement » en 1979 n'est pas la fin de l'austérité. Comme le dit « les Echos » : « Entretenir l'idée d'une « récompense » après les « restrictions » — pas assez sévères pour d'aucuns — est à terme un facteur déstabilisant. »

J.-P. R.

## ● Meeting LCR à Rennes

Vendredi 19 novembre à 20 h 30 salle de la Cité, avec J.-C. Bernard, membre du bureau politique.

## ● Coordination des femmes dans l'Essonne

Une coordination des femmes de l'Essonne aura lieu le 18 novembre à 14 h à la maison pour tous des Amonts, 91140, Les Ulis. Pour y aller, on peut prendre des bus, en face de la gare d'Orsay. Au programme : la vie du journal : « Sors dehors si t'es une femme » qui en est à son troisième numéro.



7 000 agriculteurs ont participé à la manifestation de la FNSEA et des CDJA de Bretagne, dans les rues de Pontivy (cf. « Rouge » d'hier). Ils ont répandu leur lisier dans la cour de la sous-préfecture. Les CRS sont alors intervenus. Les affrontements ont duré deux heures. La cause de la protestation paysanne réside dans la baisse du cours du porc.

La grève des travailleurs de la SNCF et celle des chauffeurs routiers ont mis à l'ordre du jour, au grand dam du gouvernement, la question des projets de la bourgeoisie en ce qui concerne les « transports de demain », bref, les transports qu'ils nous préparent, à nous les usagers, et les mauvais coups qu'ils préparent aux travailleurs des transports publics.

## Les transports qu'ils nous préparent ou le rapport Guillaumat raconté aux usagers

**L**E 11 mai 1977, Barre fixait un type d'organisation des transports pour l'« horizon 80 ». Il chargeait une commission d'étudier une série de mesures précises. Cette commission, la commission Guillaumat, transmettait début 1978 au Premier ministre un rapport intitulé « Orientations pour les transports terrestres ». Certes, ce rapport est encore officieux, le ministre des Transports s'étant engagé à « consulter, avant toute décision, l'avis de tous les milieux professionnels et sociaux ». Or, le communiqué du Conseil des ministres du 9 août 1978 semble indiquer que celui-ci entérine, de fait, les conclusions de ce rapport. On peut tenter de résumer ce rapport dans ses grandes lignes : intensification du « libéralisme » avec sa conséquence logique, la concurrence sauvage. Le désengagement de l'Etat du secteur public, le démantèlement des nationalisations et le transfert le plus massif vers les entreprises privées. D'ailleurs, Guillaumat lui-même ne s'en cache pas qui déclare, d'entrée de jeu : « Le fonctionnement de l'appareil des transports terrestres est possible. Il est socialement préférable. Le jeu de la concurrence peut corriger un aspect regrettable et mal connu des déplacements et transports. »

Le rapport Guillaumat est, en fait, un prolongement et une aggravation de ce que prévoyait déjà le rapport Nora. Prenons l'exemple du réseau ferré. Le rapport Nora prévoyait déjà la suppression de 44 500 km de voies ; il est maintenant question d'en supprimer 14 000 km. La commission semble prendre acte de l'augmentation du trafic indi-

viduel (voitures), s'en féliciter et vouloir aller encore plus dans ce sens : « L'organisation des transports est sous-tendue par la valeur attachée à la mobilité individuelle. Cet attachement explique que l'Etat ait largement concouru au développement de la circulation automobile particulière. Il ne faut pas s'attendre à voir se modifier un courant de civilisation aussi profond. »

Il s'agit là d'une politique du fait accompli : on évite d'évoquer les raisons qui font que la population achète des voitures, mais on constate qu'elle le fait et, en conséquence, on ne songe pas à accroître et à améliorer les transports en commun. Le rapport Guillaumat confirme également la volonté du gouvernement d'aller encore plus loin dans sa politique de démantèlements et de licenciement, en particulier à la SNCF

La commission prévoit, en ce qui concerne le trafic marchandises, de « décharger le trafic ferroviaire sur le trafic routier », ce qui intéresse directement les grosses entreprises et les boîtes de transports. On ne peut pourtant pas dire que les conditions de transports à la SNCF soient défavorables aux patrons : tarifs extrêmement bas, wagons privés, etc. Mais, au moins, quand les entreprises utilisent la SNCF pour transporter leurs marchandises, elles payent (bien que ce soit un tarif dérisoire). En revanche, lorsqu'elles utilisent la route (indépendamment de tous les dangers et nuisances que cela implique), elles ne paient rien : l'infrastructure routière est payée et entretenue par l'Etat (grâce aux im-

ports, bien sûr), les routes sont gratuites et, ainsi, les contribuables apportent une

aide involontaire à la réalisation des profits des grosses entreprises.

### Los Alfaques

Les inconvénients du transport routier des marchandises sont considérables. Outre la pollution occasionnée par le passage des poids lourds, les conséquences d'un accident de camion, bien plus lourdes, en général, que celles d'un accident de voiture, les dégâts causés à une chaussée par les roues des poids lourds, il y a la question du transport des matières dangereuses ou inflammables.

Tout le monde a encore en mémoire la catastrophe de Los Alfaques, l'été dernier, en Espagne, et ses centaines de victimes. Face à ces risques, la commission Guillaumat considère qu'il est possible, grâce à l'amélioration de la sécurité sur le réseau routier, de réduire le taux d'accidents (voir encadré) et, en conséquence, d'accroître la proportion de transports par poids lourds. Elle juge « possible un désengagement des chemins de fer dans le transport des

marchandises » et prévoit une augmentation de 100 000 unités du parc de camions lourds. Elle envisage également la possibilité de l'augmentation du taux maximum de charge autorisé : ce dernier, étant aujourd'hui fixé à 38 tonnes, pourrait rapidement passer à 48 tonnes, l'état des routes en faisant évidemment les frais. Autre innovation proposée, l'élargissement de 9 cm des véhicules. Etant donné l'état des routes et leur largeur, voilà qui fera augmenter à nouveau les risques d'accidents et de collisions. On ne souffle mot du problème que pose le transport par route des matières dangereuses. Alors que leur transport par chemin de fer limite considérablement les risques d'accidents. Mais autant que ce soient les patrons routiers qui empochent les bénéficiaires. Ils se félicitent d'ailleurs des « options libérales » du rapport Guillaumat.

### Mais pourquoi achètent-ils des voitures ?

A croire, en effet, que les gens sont masochistes ! Acheter une voiture, c'est avoir la certitude de passer des heures dans les embarras de circulation, de dépenser des sommes importantes pour son entretien et sa réparation, c'est risquer l'accident sur les routes. Et pourtant, la vente

des automobiles se porte bien. Alors ? Il est impossible de nier l'angolement qui existe pour ce type de transport, même s'il s'explique, pour une bonne part, par le matraquage publicitaire et les illusions d'indépendance qu'il peut procurer. Mais comment ne

pas prendre en considération la grave pénurie de transports collectifs, les voyages longs et chers, les trains rares et bondés. Dans toutes les régions où des lignes « secondaires » ont été supprimées, ce n'est pas seulement par plaisir mais bien aussi parce qu'ils éprouvaient trop de difficultés à se déplacer pour leur travail que beaucoup de gens ont été amenés à acheter une automobile. De cette

contrainte, qui est réelle, le rapport Guillaumat ne dit pas un mot. Bien au contraire, il projette de supprimer encore des lignes. Si les gens achètent des voitures, c'est que ça leur plaît, donc c'est qu'ils préfèrent l'automobile au train, donc il faut réduire le réseau ferré... Et le tour est joué. Qui pourrait croire que le gouvernement travaille pour le plus grand profit des industriels de l'automobile ?

### Aménagement ou « désertification » ?

Dans sa partie consacrée à l'« aménagement du territoire », le rapport Guillaumat affirme tout d'abord vouloir œuvrer au développement de régions « défavorisées » comme l'Ouest, le Sud-Ouest et le Massif Central. Connaissant le niveau de chômage et de sous-équipement de ces régions, on ne pourrait que s'en féliciter. Il déclare, d'autre part, vouloir stopper le dépeuplement, c'est-à-dire, pour l'essentiel, l'exode rural.

Très bien... Après des décennies de pillage organisé et de désertification planifiée, le pouvoir serait-il décidé à faire machine arrière ? A prendre à son compte le mot d'ordre « Vivre et travailler au pays » ? L'espoir aura été de courte durée car on lit aussitôt après « que ces objectifs ne doivent pas conduire à des actions compromettant le développement économique et le maintien des équilibres fondamentaux ». C'est-à-dire qu'il n'est pas question de faire le moindre effort en ce qui concerne les régions fortement dépeuplées car ce ne serait pas rentable. D'où,

conséquence logique, réduction du nombre de points de vente SNCF et, en ce qui concerne les petites lignes de voyageurs, transfert de la compétence aux régions afin qu'elles décident :

- soit de proposer à l'Etat la fermeture ;
  - soit de négocier la concession à la SNCF ;
  - soit de « confier la concession, après mise en concurrence, à une entité régionale (régie, entreprise publique ou privée de transports) ».
- En fait, sous couvert de décentralisation, l'Etat se débarrasse à peu de frais des portions non rentables du réseau, à charge, pour les collectivités locales de les rentabiliser. Mais comme elles le sont difficilement, il reste, évidemment, la dernière solution : les céder au privé. Alors que le transport est un droit des usagers, tout devient uniquement une question de profits.

Est également envisagé, mais c'est déjà un fait accom-

Suite page 8



Suite de la page 7

pli dans certaines régions, le recours à des compagnies privées d'autocars, ce qui implique l'augmentation immédiate des tarifs et la baisse de la moyenne horaire de 60 à 30 km/h. Où l'on voit que rentabilisation ne rime pas forcément avec progrès technique ! On peut, de toutes manières, être rassuré : les régions défavorisées resteront

défavorisées. Et ce sont ceux qui ont tout fait pour que des régions meurent, pour en chasser les populations, pour y liquider les infrastructures et les quelques industries qui subsistaient encore, qui viennent aujourd'hui déplorer ingénument le dénuement de ces régions et constater gravement qu'il sera difficile d'y maintenir le minimum d'équipement en matière de transports. Bel exemple de cynisme...

aura désormais (tarifs à l'avant) les trains de première classe et les trains de deuxième classe. Chacun chez soi...

Toujours dans le domaine du rail, proposition est faite de supprimer ou tout du moins, de réduire considérablement les tarifs sociaux (sans doute, eux aussi, cause de déficit). Même en seconde classe, le train risque de devenir un luxe pour les vieux, les familles nombreuses, etc. Cette diminution des tarifs sociaux ira d'ailleurs de pair avec une augmentation des tarifs voyageurs pouvant aller jusqu'à 25 %. Rappelons que depuis quelques années, ils sont les seuls à augmenter de manière significative, alors que, d'après la CFDT cheminots : « La sous-tarifification marchandises, estimée actuellement (par la direction SNCF) à 5 %, entraîne un cadeau de 900 millions en 1978 aux grandes entreprises. » (« Syndicalisme-Hebdo » du 7/9/78). Bref, il y a tarif et tarif...

On peut, pour conclure, tenter de dessiner de façon cohérente les effets de cet ensemble de mesures, le profil des transports vers la fin des années quatre-vingt. Des axes routiers encombrés de poids lourds. Un réseau ferré se limitant aux grandes lignes parcouru par des trains de luxe à grande vitesse. Un réseau secondaire presque entièrement disparu remplacé par des lignes de cars privés. Puisque vous n'aimez pas le train, prenez la voiture, c'est ce que vous préférez, les chiffres le montrent...

Alain Paris

## « Les trains de pauvres... »

Pour comprendre les conséquences pratiques du rapport Guillaumat, s'il est adopté, il suffit d'imaginer avec plus d'ampleur ce qui est, aujourd'hui déjà, la situation des transports, et particulièrement celle de la SNCF où l'on voit un avenir sombre se profiler. On s'aperçoit, en particulier, de l'écart croissant entre trains rapides et trains « ordinaires ». Dans les premiers, un supplément est exigé de plus en plus fréquemment. Dans la plupart des cas, ils relient entre eux les principaux centres industriels et marchés d'affaires. C'est dire qu'ils sont destinés à une clientèle bien particulière : les patrons et autres hommes d'affaires. Est-ce, en effet, l'humble usager qui a intérêt à pouvoir effectuer l'aller et retour Paris-Lyon dans la journée ?

Les autres trains, eux, sont lents, bondés et souvent équipés de matériel vétuste. Il ne s'agit pas d'être pressé pour les prendre car ils sont omni-

bus (le train rapide étant évidemment un luxe). Faut-il voir dans les lignes secondaires une des causes du déficit chronique de la SNCF ? Nulle part, leur suppression n'a enrayé ce déficit, mais c'est l'argument qu'emploie depuis des années la direction de la SNCF pour réduire le réseau ferré. Si l'on cherche ces causes réelles de déficit, il faut voir ailleurs. Par exemple, du côté du TGV (train à grande vitesse) qui, à l'orée des années 1980, mettra Paris à un peu plus de deux heures de Lyon. Projet grandiose, immense progrès peut-être, mais aussi et surtout, construction de près de 500 km de voies spéciales. En effet, en raison de sa grande vitesse, le TGV ne peut emprunter les voies normales. Inutile de préciser qu'il s'agira là d'un train de luxe, sorte d'équivalent du « Concorde » sur rail.

Il y avait déjà les compartiments de première classe et ceux de seconde classe, il y



## Le droit aux 6% de Guillaumat

**G**UILLAUMAT a été ministre des armées au début du régime gaulliste. Il doit sûrement en avoir été marqué : son « organisation » des transports se moule sur la théorie du « risque calculé », c'est-à-dire : « pourvu que ça marche et tant que ça ne fait pas de trop fortes vagues, c'est la preuve qu'ils étaient prêts à le supporter ». On sait ce qu'il en est à la SNCF, où il y a 64 cheminots tués au travail chaque année, on sait aussi que des accidents, de plus en plus, menacent les usagers, mais que les travaux d'entretien attendent...

Il faut aujourd'hui réfléchir sur les chiffres fournis sur ce qu'on appelle des « accidents de la route » et qui sont eux aussi bien souvent des crimes du travail.

Sur les 470 000 travailleurs de la branche

« transports et maintenance », les statistiques de la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) pour l'année 1976 font apparaître 52 671 accidents du travail.

Un travailleur sur neuf de cette branche est victime d'un accident chaque année ; et il faut ajouter qu'un tiers du personnel est administratif et peu exposé au risque... Pour le personnel ouvrier, un sur six est victime d'un accident chaque année. Si on détaille en fonction de la gravité des accidents, c'est encore plus effrayant : 7 286 accidents graves chaque année, c'est-à-dire d'accidents dont ils conserveront des séquelles. 266 accidents mortels...

Tous les usagers sont concernés, comme le montrent les statistiques du SETRA (un des services du ministère des Trans-

ports). La responsabilité des poids lourds est engagée dans 27,7 % des accidents corporels et dans 28,5 % des accidents mortels sur les routes nationales. Dans plus d'un cas sur trois, la responsabilité des poids lourds est engagée. Autrement dit pour être précis, il y a eu en 1976, 251 conducteurs routiers et 1711 autres usagers tués dans de telles circonstances ; on peut y ajouter 5 744 blessés graves...

Bien sûr ce sont les conditions de travail des conducteurs routiers qui sont en cause. Mais ce n'est encore rien dire : qui impose ces conditions ? Qui juge qu'il faut organiser les transports en fonction de la « rentabilité » et non pas en fonction de critères de besoins collectifs comme sécurité et service public ?

Pierre Rème

L'entente cordiale Giscard-shah  
Il n'y a pas que  
pétrole sous roche

**L'**IRAN s'est lancé dans un programme électro-nucléaire impressionnant : alors que sa puissance installée n'était que de 5 000 MWe en 1977, le shah a prévu de construire des centrales atomiques offrant une capacité de l'ordre de 23 000 MWe.

Un « fabuleux marché » était ouvert qui donnait lieu à une intense activité diplomatique française dès 1974, avec les voyages de Chirac, alors Premier ministre. Mais le premier contrat fut enlevé par la RFA, chargée de construire deux centrales de 1 300 MWe à Bushir, sur le golfe persique.

En dépit de cette concurrence et de l'hostilité US aux exportations françaises de matériel nucléaire, la France continuait ses efforts avec les voyages de Michel d'Ornano, puis la visite officielle de Giscard, et l'envoi de Poniatowski comme représentant personnel du président de la République.

Le résultat est loin d'être négligeable ; d'une part la France a obtenu de construire la troisième et la quatrième réacteur au terme d'un contrat d'octobre 1977. Ces réacteurs de 900 MWe sont actuellement en construction à Dar-Khuyen, sur le Karoun. Le contrat porte sur 15 milliards



de francs. Il a été négocié entre l'Iran et un consortium ayant pour chef de file Framatome, EDF supervisant la conception et la réalisation.

D'autres accords ont été passés, tant en ce qui concerne, l'exploitation et l'extraction de l'uranium iranien, en commun avec deux autres puissances européennes, que la prise de participation iranienne dans deux chantiers « géants » européens : Eurodif, l'usine d'enrichissement construite à Tricastin et Coredif, la seconde usine d'enrichisse-

ment dont le site définitif n'est pas encore rixé. (Vraisemblablement, Ofekferque, sur la mer du Nord entre Calais et dunkerque).

Mais aujourd'hui, les contrats des mille et une nuits battent de l'aile : le programme de centrales est remis en cause, tout comme la participation iranienne de 25 % à Coredif... On comprend que les Ponia, Giscard et autres encouragent leur ami Pahlévi !

Madeleine Verdi

Dans Que Choisir de novembre  
Intestins en danger

**P**ETITE bombe dans ce numéro de novembre du mensuel de l'Union fédérale des consommateurs (UFC).

Cette association demande le retrait des trois médicaments très couramment prescrits pour traiter les troubles intestinaux et gastriques, la Gastropulgit, la Mucipulgit et l'Actapulgit. D'après « Que choisir ? » ces médicaments contiennent des fibres minérales qui provoquent des tumeurs et des cancers chez les rats.

C'est à partir des études sur l'amiante dans le vin, faites en collaboration avec le collectif intersyndical de Jus-sieu, que l'UPC a été amenée

à s'intéresser de plus près aux effets de toutes les fibres minérales de très faible diamètre. De nombreuses expériences ont en effet montré l'apparition de mésothéliomes (le cancer très souvent lié à l'amiante à la suite d'injections de fibres minérales de ce type chez les animaux.) Les trois médicaments sur lesquels portent les inquiétudes de l'UPC contiennent des fibres d'un minéral appelé Attapulgit ou Palygorskite. Ce type de fibre induit des cancers chez des animaux, ce qui n'est pas forcément extrapolable chez l'homme, mais peut suffire à demander l'arrêt de la vente tant que des études complé-

mentaires ne sont pas faites. Pour l'UPC, en effet, le doute doit être interprété dans un sens favorable aux consommateurs.

C'est l'interdiction de toute commercialisation d'argiles fibreuses comme pansements gastriques et intestinaux que demande l'UFC.

On peut aussi lire, dans ce numéro de novembre : une enquête sur la prescription de somnifères, des renseignements sur la qualité à exiger du bois et des meubles.

Une enquête sur la vente en grandes quantités et sur les teintureries.

Une enquête sur les cadeaux de fin d'année.

## Brèves

## ● Secrets entre-aperçus dans « la Gueule Ouverte »

Selon l'hebdomadaire « la Gueule ouverte », la forêt de Rugles, près d'Evreux, dans le sud de l'Eure, abrite une usine « discrète » de retraitement des combustibles usés issus des moteurs de sous-marins nucléaires : la SCAL, filiale d'Ugine-aciers. Discretion rompue le 14 octobre dernier par de grandes manœuvres d'alerte « simulée » avec pompiers, militaires, hélicoptères, et même avions militaires ! L'hypothèse d'un accident réel apparaît plus plausible aux écologistes de l'Eure qui essayent de savoir ce qui s'est réellement passé.

Et sur le Lannemezan, que se passe-t-il ? Enchaîne « la Gueule ouverte » ? L'EDF y construit en secret une ligne

très haute tension, sans enquête d'utilité publique. Mais là encore, des « indiscrétions » laissent penser qu'il s'agirait d'acheminer le courant produit par une centrale « sèche ». (Il s'agit d'un type de centrale mis au point par Creusot-Loire, refroidie par air et non par eau.) EDF se livre à des « expériences météo » sur le plateau pour étudier l'évolution des nuages.

## ● Une pelote d'aiguilles mal placées

On connaît les « ratés successifs » du démarrage et du fonctionnement de Fessenheim I. La raison en est maintenant connue : dans le cœur du réacteur, les aiguilles de combustible qui n'ont pas toutes la même quantité d'uranium enrichi, ont été placées dans un ordre défectueux. Impossible de changer les choses, maintenant que la centrale est entrée en fonc-

tionnement. Impossible de faire tourner la centrale à plein régime, ce serait trop dangereux. Il faudra se contenter d'un demi régime au moins jusqu'au renouvellement de la charge, dans trois ans.

## Contre la centrale de Cattenom

Le samedi 28 octobre, se sont retrouvés à Apach (Moselle) les militants anti-nucléaires de Moselle, du Luxembourg, et de Sarrebrück, opposés à la centrale de Cattenom. Les militants venus de RFA ont subi une fouille sévère à la frontière. La presse régionale et la station de FR 3 ont boycotté cette réunion. La coordination internationale contre la centrale appelle à une journée pour discuter des perspectives le dimanche 19 novembre à Thionville : Centre de loisirs de la Côte des roses, de 10 h à 20 h (repas prévu) Thionville.



## Les para - commandos célèbrent l'Armistice Un 11 Novembre sous les Tropiques

Les unités militaires qui ont participé à des opérations coloniales en 1978 seront représentées aux cérémonies du 11 novembre, au même titre que les régiments qui « se sont particulièrement illustrés au cours de la guerre de 1914-1918, a précisé le service d'information de l'Elysée.

Giscard n'y va pas par quatre chemins pour faire entrer à marche forcée ses para-commandos dans l'histoire et la postérité. Après les honneurs du 14 juillet 1977, où les forces d'intervention extérieures, 11<sup>e</sup> DP et 9<sup>e</sup> DIMA tenaient le haut du pavé, après les remises de décorations aux Erulin et Salvan, voici que le 3<sup>e</sup> RPIMA, présent cet été au Liban, le 2<sup>e</sup> REP de Calvi, auteur de l'opération de Kolwezi, le 3<sup>e</sup> RIMA et le RICM de Vannes dont les unités ratissent au Tchad vont défilier pour fêter le 60<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice !

Après les massacres grande série des poilus de 1914, voici venu le temps des commandos et des actions ponctuelles. Après les abattoirs, les coups de bistouri. Oui, décidément, l'armée a bien changé.

## DIALOGUE

**Un soldat.** — Le 11 novembre on va défilier, est-ce qu'on aura le lundi de permission pour compenser le samedi ?

**L'instructeur.** — N'y comptez pas, ce qui est prévu c'est une 36 heures.

**Des soldats.** — C'est dégueulasse !

**L'instructeur.** — Mais non, c'est normal, le 11 novembre est une fête, même dans le civil. Regardez les anciens combattants, ce sont des civils !

**Un soldat.** — Une « 36 », pour ceux qui habitent loin, ça ne vaut pas la peine de rentrer. On passe tout notre temps dans le train.

**Un soldat.** — Dans n'importe quel travail, on a le samedi-dimanche de libre par semaine.

**Un autre soldat.** — Et ceux qui ont été ramasser les poubelles se sont fait sucrer leur week-end.

**L'instructeur.** — Alors vous préféreriez laisser une ville dans la saleté ?

**Les soldats.** — Oui !

**Un soldat.** — A défaut de briser les offensives ennemies... on brise les grèves.

**L'instructeur.** — Il faut bien s'entraîner sur quelque chose.

## PLAIDOYER

Connaissant les prises de positions de votre journal dans les luttes des soldats, je vous adresse un exemplaire de la lettre ouverte que je destine à divers journaux et personnalités, cela avant de terminer mon service fin novembre. Ce n'est, hélas, qu'une lettre personnelle mais elle s'inscrit bien dans les revendications actuelles de soldats. Aussi je souhaite que vous puissiez en faire paraître le texte dans « Rouge » ou au moins en faire connaître le contenu. Si je dois subir les conséquences d'un tel acte, ce dont je suis parfaitement conscient, un courrier vous en fera part aussitôt.

« La France a apporté au monde les notions de liberté, de droit des peuples, de respect des individus, de démocratie » est-il écrit à la page 11 de la brochure « Français, voici votre armée » que tout jeune appelé reçoit avant d'être incorporé. L'armée française qui a pour mission de défendre le pays devrait logiquement se porter garante de ces valeurs. Qu'en est-il exactement ?

Inutile d'insister sur le droit des peuples, il suffit de se rappeler le rôle qu'a été amenée à jouer notre armée en Afrique récemment. Pour ce qui est du respect des individus, tous ceux qui sont passés à l'armée ou qui y sont encore savent comment bien souvent les soldats ne sont pas considérés comme des hommes. Quant à la démocratie, il est évident que le système hiérarchique qui caractérise l'armée est loin de correspondre à l'égalité et à la liberté nécessaires à toute démocratie.

Nombreux sont ceux qui ont été punis pour avoir voulu se regrouper en comités, pour avoir participé à une manifestation en tant que soldats ou pour avoir signé une pétition. Personnellement j'ai subi une mutation de régiment pour avoir eu l'intention de participer au défilé du 1<sup>er</sup> Mai à Paris, ce qui n'a pu être vérifié que par surveillance du courrier. Tous les jours, tous les soldats sont obligés

d'adopter un habillement, un comportement, des habitudes strictement identiques. En n'admettant aucune originalité, l'institution militaire interdit, d'une certaine manière, à chacun de s'exprimer.

Là où je suis affecté actuellement, le régiment inaugure une nouvelle pédagogie, inspirée des Etats-Unis, la « méthode globale ». Encore très expérimentale, ce nouveau mode d'instruction permettrait une participation des hommes du rang en leur donnant la possibilité de définir avec leurs cadres des « missions », mais par ailleurs, la liberté sera toujours aussi restreinte.

De plus en plus de soldats ne veulent pas se résigner à se taire, ils forment des comités, signent des pétitions, comme celle qui réclame les transports gratuits et le droit véritable aux permissions (...).

Je souhaite que vous puissiez informer la population, si vous ne l'avez déjà fait, de tous les manquements aux droits de l'homme dans l'institution militaire et que vous puissiez soutenir la revendication de la liberté d'expression, individuelle, collective, pour tous les militaires, appelés et engagés. Merci de votre compréhension et de votre éventuel soutien.

Jean-Paul Vallée  
501<sup>e</sup> régiment  
de chars de combat  
de Rambouillet

## Dans la foulée

- Le collectif national de soutien aux luttes des soldats (CNSLS) lance un « appel aux anciens militants des comités de soldats et à tous les antimilitaristes » afin de participer à une réunion nationale, dimanche 19 novembre, de 9 h 30 à 16 h 30 à L'AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris (métro Alexandre-Dumas).
- Le Collectif des anciens engagés, a des difficultés financières, la sortie de son bulletin régulier est compromise. Prenez contact avec le CAE, nouvelle adresse : Kergoat-Saint-Urbain, 29220 Landerneau.
- Cette semaine dans « Rouge »
- Mercredi : « L'Alpin se déchaîne » dénonce : un adjudant du 11<sup>e</sup> BCA après un guelleton bien arrosé, fait du tir sur « cibles mouvantes... et vivantes ! »
- Jedi : le budget de la Défense, le plus gros de tous les budgets de l'Etat (92 milliards) a été voté au Parlement. Le débat sur la conscription et le service militaire n'a pas eu lieu.
- Le Comité de lutte an-

timilitariste de Rennes (CLAR) organise, le 11 novembre à 15 h, un rassemblement place de Bretagne, pour protester contre le rôle réactionnaire de l'armée.

Lors d'un interview qu'il a accordé jeudi à RMC, Marcel Bigeard, le général député de l'UDF a déclaré à propos de la solde des appelés : « 2 F par jour, c'est mieux que les 50 centimes que je recevais de mon temps. Un jeune français, si l'on considère que l'on vit jusqu'à 70 ans peut donner le 1/70<sup>e</sup> ou le 1/40<sup>e</sup> de sa vie active à la nation. C'est presque un impôt normal. Il faut que le service militaire soit fait dans cet esprit là, autrement on en vient à une armée de professionnels. Je suis contre. »

Guy Guerneur, député RPR du Finistère a proposé lors de la discussion budgétaire à l'Assemblée nationale, la création d'un corps de gendarmerie navale spécialement entraîné et équipé afin de lutter contre les catastrophes maritimes du genre « Amoco-Cadiz ».



## CINEMA

### L'homme des casernes Un film contre

**C'**EST dans une caserne de l'Est, à travers des discussions et des réunions d'appelés de tendances diverses au sein du comité de soldats, qu'est né le projet d'un film sur l'armée.

Durant plusieurs années, des documents photographiques, des séquences tournées clandestinement dans les casernes, la couverture de nombreuses manifestations extérieures de l'armée et des soldats (conférence de presse, 1<sup>er</sup> Mai, opération aspirateur...), une somme considérable de matériel va être accumulé.

Le film aujourd'hui est prêt au montage, mais il manque l'argent nécessaire... Le collectif « Paul Duchemin » fait appel à tous ceux qui se sentent concernés par la lutte contre le militarisme, la résistance quotidienne à l'institution militaire pour qu'ils souscrivent en achetant à l'avance leur place (à partir de 15 F). Un dossier d'information est disponible.

Les chèques et la correspondance sont à adresser à : Maurice Bornet, 34, rue Rabanasse, 63000 Clermont-Ferrand.

UN FILM DE DUCHEMIN



# Nouveau et intéressant!



type très particulier de nostalgie qui vous pousse à gambol sur l'avenir. Une réussite.

Cette année, la même équipe (Bizot, Burnier, Rambaud, et pas mal d'autres) remet le couvert, mais pour nous servir un tout autre plat : « l'Almanach des années 80 ».

Propos d'ouverture : « Depuis mars 1978 (...) il est venu d'un coup un puissant besoin d'air. 1978 : l'effondrement de tous les baratins, l'agonie des propos de table, une sorte de désert futile (...) nous n'avions rien à perdre à aller ailleurs rencontrer monsieur Réel ». Monsieur Réel, explique l'éditorial « d'Actuel » est « un personnage nécessaire pour spéculer les délires épuisés, décongeler les analyses. On ne savait plus où il était, à force ». Ce mec aux multiples visages, en 250 000 km de reportage, l'équipe « d'Actuel » l'a rencontré. « Dans la rue où l'on trinque et où l'on se bat, où l'on invente et où l'on se souvient, sans choisir les événements spectaculaires, privilégiés par d'autres, et qui distillent de la parano ». Plein de rencontres donc et, comme ils disent : « Ce fut bizarre à chaque fois ».

Bizarre ? A n'en pas douter, quand on se plonge dans les 320 pages de l'Almanach (qui remplissent 0,001 m<sup>2</sup>, nous précise-t-on). Les preuves se découpent en tranches inattendues. « Aventures modernes », « pages brutales », « nouvelles industries », « histoires de télescopes », « anniversaires de la révolution », « stars », « nouvelles cultures noires », « allons-y les jeunes », « grand annuaire de la nuit ». Franchement : j'ai pas encore tout lu. Il n'y a rien qui presse. Cinquante reporta-

ges réalisés sans œillères mais avec l'œil vif, du temps pris autant pour écouter que pour raconter, le risque assumé de voir ses a-priori battus en brèche : ça se savoure.

l'Almanach ? Du Zaïre (le pays le plus corrompu) à Houston (« la ville la plus capitaliste »), de Shakey le robot à Sapho la chanteuse rock, de Cuba (« cheveux courts, vies bien remplies ») au Mexique de Zapata, de... Flute : ce n'est pas fait pour être résumé, c'est fait pour être lu. Car c'est là le choc majeur de l'Almanach « d'Actuel ». Pas de survol possible. Ça secoue beaucoup trop le cocotier des idées faites ou contrefaites, des schémas tranquilles, des synthèses bien ficelées et des lignes trop justes ressemblant un peu à ces chromos cumulés, tirés de la presse de 1910 à 1965 qui cherchent à imaginer la réalité à venir des années 1980. Servis en préambule ils font un peu marrer, mais pas trop : est-on bien sûr, en 1978, d'y voir plus clair ? Faut voir.



« Actuel » y invite, avec décontraction, mais en suggérant fortement qu'il n'y ait pas de raccourci et qu'il a fait son temps, le journalisme « replié dans l'analyse ». « Le digéré, le style indirect, la pseudo-objectivité et l'interview des spécialistes-abstraites » : marre, marre, marre !

Alors quelque chose se pointe qui, autant le savoir, commence à tarauder le savoir faire de certaines rédactions de canards pas pourris du tout. Des rédactions où on ne prend pas les lecteurs pour des babies tout juste aptes à enfourner des articles en forme de petits pots remplis de bouillie. Les canards, cherchez lesquels, où on ne cherche pas à modérer une opinion, mais où on estime que cette opinion les lecteurs sont assez grands pour se la faire, pièces en mains. Ce quelque chose qui pointe c'est un peu — joli paradoxe — le retour à une manière de journalisme qui fut celle d'Albert Londres (1). Un

journalisme de terrain, de contact. Mais pas seulement. Un journalisme bourré d'informations, du genre de celles des spécialistes peuvent trouver dans les bibliothèques ou auprès des états-majors de tous ordres, mais vérifiées (confirmées) sur place ; au cœur, non pas nécessairement de l'événement (ou infirmes) sur place ; au cœur non pas de l'événement (ce mythe journalistique) mais de la vie, grouillante et contradictoire. Un journalisme qui prend son temps pour ne pas faire perdre au lecteur et qui n'hésite pas, c'est le jeu, à s'investir à la première personne (du singulier au pluriel, peu importe), puisque rien de ce qui compte vraiment ne peut se noyer dans le « on » indistinct et pleutre.

On le devine : c'est tout le contraire d'un journalisme propre et bien peigné. Tout le contraire aussi d'un amateurisme plein de bonnes intentions. Un journal comme « Rolling Stones » aux Etats-Unis (dont une anthologie d'articles est parue l'an dernier en français et qui n'a rien à voir, faut-il vous le préciser, avec le groupe que vous savez), quelques articles de-ci, de-là dans la presse française, tirent dans ce sens. « L'Almanach d'Actuel » campe résolument sur ce terrain et démontre qu'en matière de journalisme, comme en matière de politique (et à plus forte raison encore quand les deux se conjuguent), l'analyse concrète c'est, d'abord, l'immersion complète dans une situation concrète.

Faut-il dire pour finir que par delà quelques dizaines d'heures d'agréables lectures, la matière proposée par « l'Almanach d'Actuel » est souvent discutable ? Discuter : c'est le moins. Et c'est bien le risque qu'on ne court pas quand on traduit les idées de plomb avec une langue de bois.

Arno Rialto  
(1) Voir les publications en 10/18.

● Actuel. Almanach des années 80. 32 F. même bande crimée

# RDV • R

### ● Spécial dodo

Si vous voulez vous cultiver un peu pour briller dans les salons ou aux AG, vous irez à la conférence organisée par le Goethe Institut sur « Courbet et l'Allemagne » par Werner Hoffmann (directeur du Kunststube de Hambourg, carrement méchant (Lin Piao y sera sûrement) A 18 h, 17 avenue d'Iéna, Paris XVI<sup>e</sup>, c'est gratuit et on est bien assis...

### ● Coquille malencontreuse

Une malencontreuse coquille a déformé le sens d'une phrase de l'article d'Edouard Jaguer « Première marche » paru dans notre numéro du mardi 7 novembre. Au lieu de « Cette magie est bien connue que les religions ont détournée de ses fins directes », il fallait lire, « Cette magie est un bien commun que trop longtemps les religions, etc. »

### ● Gala de « Banlieue d'Banlieue »

« Banlieue d'Banlieue » journal d'expression libre de la Seine-Saint-Denis organise un gala à la salle des fêtes de Gagny, le samedi 11 novembre de 15 h à 24 h. Avec des stands, de la bouffe, à boire, de la musique : Nanar et les Ringards de l'Est, Siskin, Adelante, Grafitti, Maluzerne, etc.

### ● Habits à plumes pour le 11 novembre

Les bals folk y en a quasiment tous les samedis soirs : le 11 novembre n'échappe pas à la règle. Les feux de l'actualité seront donc braqués sur le Centre d'animation Léo Lagrange (83, rue Aristide-Briand, les Mureaux) avec René Werneer et son « Habit à plumes ».

### ● Monsieur Carnaval

« Depuis plusieurs années, on assiste en Languedoc et plus particulièrement dans le département de l'Hérault, à une reprise importante des carnivals et fêtes carnavalesques. Ce regain généralisé prend des formes très diverses : simple bal masqué, défilé des danseurs du « soufflet », quête et tour de ville de la jeunesse, sortie de l'animal emblème de la ville, cavalcades ou corsos fleuris, charivaris et repas collectifs. Mais, souvent, avec les villages qui se vident de leur jeunesse ou qui changent de population, on ne sait pas ce que deviendra Carnaval. Avant de préparer le carnaval 1979, il importe donc que tous ceux qui s'occupent de cette fête se rencontrent, quelles que soient les structures auxquelles ils appartiennent (comité des fêtes, foyer rural, Maison des jeunes...). C'est pourquoi, « Le Théâtre de la Carrière » et les animateurs en milieu rural de l'Hérault, organisent une rencontre départementale sur le carnaval de samedi 11 novembre à Pézenas (Hérault).

### ● Soleil sur Champigny

Re-Champigny : figurez-vous qu'ils ont aussi un café-théâtre : « Le soleil dans la tête » qui propose du théâtre, de la poésie, de la chanson, de la musique, du jazz et du cinéma. Prenons vendredi soir à 20 h, vous entendrez F. Méchal et D. Lazro et vous pourrez voir « Fellini Roma » et ainsi de suite quasiment tous les soirs. En avant vers le « Soleil dans la tête », 3, rue du Docteur-Charcot à Champigny-sur-Marne

## CINEMA



### « LA FRAIRIE » DE FRANCIS CHAUGAUD

#### Une fête est un film, un film est une fête

APRES s'être vu refuser l'avance sur recettes pour le scénario d'une fiction qu'il l'avait écrite, Francis Chauvaud est retourné sur les lieux de son enfance, et a filmé la fête annuelle du village dont il est originaire : « La Frairie » de Mansle, en Charente. S'il y a en France un cinéma du monde rural (cf. les articles de Christian Bosseno, dans « la Revue du cinéma »), la force de Francis Chauvaud est dans le refus du documentaire/voix que justifie difficilement une perspective pseudo-ethnologique (mythe du bon sauvage dans la campagne française?), et d'une fiction qui abuserait des habitants de Mansle, « jouant » dans le film leurs propres « rôles » : certains n'avaient jamais vu de caméra...

senté en tant que telle, construire une fiction où chaque personnage du quotidien, chaque événement de la vie (ici, un petit village), construirait sa propre histoire. Seuls l'historien du village (Marcel Reible) et l'actrice Jacqueline Parent, elle aussi au milieu de sa propre famille, sont des personnages mis en scène, dirigés, à des fins comiques.

Après avoir obtenu le Prix spécial au Festival du film d'humour de Chamrousse, « La Frairie » a été refusé au Festival de Trouville, accueilli plutôt chaleureusement à Thonon et projeté de façon scandaleuse à Belfort : c'est qu'il remet aussi en cause la manière dont sont projetés les films, en France et surtout à Paris. Lors de sa présentation à Mansle, sous l'œil attentif de la télévision (à voir absolument : Ciné-régards, FR 3, dimanche 19 novembre), « La Frairie » a su trouver un public qui sait encore réagir devant un film : tous les habitants du village, dans une salle des fêtes pleine à craquer, les deux salles de cinéma des

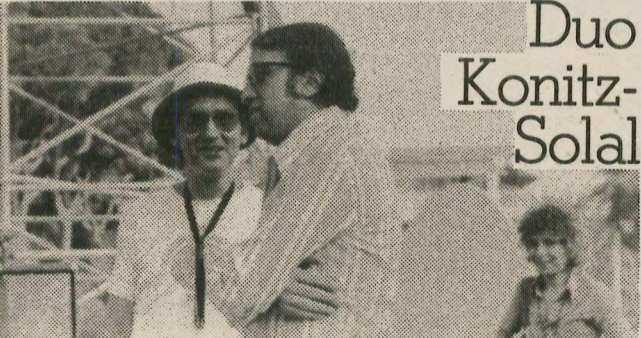
Mansle ayant aujourd'hui disparu, et qui, se reconnaissant au fur et à mesure du film, commentaient chaque scène, chaque image !

Résultat d'une année de montage (il y avait 14 heures de film), drôle, différent, (on pense au Tati de « Jour de Fête », à un Fellini qui serait parti tourner « Les Clowns » ou « Amarcord » en Charente), « La Frairie » aurait dû passer au Gaumont-Palace (lui aussi disparu) et non au Marais ou à La Clef (Paris). Mais la crise du cinéma n'est pas seule à avoir engendré le film : il y va aussi du talent et de l'originalité.

Vincent Michel

● En première partie du film est programmé le court-métrage de Gérard Grenier : « Sage comme une image ». La vie un peu étrange d'Arsène le vieux paysan est troublée par l'arrivée d'un journaliste venu l'interviewer... La défense du jeune cinéma passe aussi par la défense du court-métrage. Une fois n'est malheureusement pas coutume.

## musique



### Duo Konitz-Solal

LE duo Lee Konitz (sax), Martial Solal (piano) à toutes les qualités requises pour charmer doucement et proprement les amateurs d'ambiance style « soirée autour d'un verre ». On peut les écouter d'une oreille un peu distraite ; leur musique crée une atmosphère.

C'est un duo complémentaire, où la vivacité et la virtuosité de Solal stimule ce jeu langoureux de Konitz et où, réciproquement le lyrisme du saxophone colore et sentimentalise les inventions du piano.

Mais on peut aussi leur prêter une oreille plus attentive et s'arrêter sur la remarquable technique de Martial Solal, son sens de l'harmonie. Il tourne autour des notes que lui propose Lee Konitz et semble vouloir le pousser vers une plus grande

liberté mélodique. Lee Konitz stabilise en retour ces extravagances par des suites coulantes et répétitives. Si l'attention grandit encore on sentira le tiraillement entre deux personnalités qui ont du mal à faire des concessions et se heurtent quelquefois. D'un côté le pétilllement de Solal, de l'autre le lancinement du saxophone de Konitz, deux aspects d'une même musique, où l'agressivité s'oppose à la mélancolie. Aussi sur certains thèmes, ces deux musiciens hésitent à laisser jouer leur cœur, au profit certes, d'une meilleure entente, mais peut-être au détriment de l'inspiration générale. Mais le résultat est loin d'être lassant : pour le moins une confrontation intéressante.

Marc Jonas

● Campagne Première, jusqu'au 12 novembre, à 20 h et 23 h.

# programme télé

VENDREDI



12.15 Réponse à tout. 12.30 Midi première. 13.00 Journal. 14.05 Télévision scolaire. 18.00 A la bonne heure. 18.25 Pour les jeunes. 18.55 Les Mohicans de Paris. 19.15 Une minute pour les femmes. 19.20 Actualités régionales. 19.45 L'inconnu de 19 h 45. 20.00 Journal. 20.35 Acapulco, madame. Pièce d'Yves Jamiaque. Réalisation de Pierre Sabbagh. Avec Micheline Boudet, Philippe Nicaud et Marie Pagès.

## 22.50 Grands pas classiques

Emission de Mario Bois. Réalisation de Roland Coste. Claire Motte et Michael Denard, danseurs-étoiles de l'Opéra de Paris, interprètent un extrait de l'acte II du « Lac des Cygnes ». 23.20 Ciné-Prémière. 23.50 Journal et fin des émissions.



13.35 Télévision régionale. 13.50 L'âge en fleur. 14.00 Aujourd'hui madame. 15.00 D'Artagnan amoureux, feuilleton (1<sup>er</sup> épisode). 16.00 Delta. 17.25 Fenêtre sur... peintre de notre temps : Arroyo. 17.55 Récré A 2. 18.35 C'est la vie. 18.55 Des chiffres, des lettres. 19.20 Actualités régionales. 19.45 Top club. 20.00 Journal.

## 20.30 La corde au cou

Feuilleton en six épisodes, d'après le roman d'Emile Gaboriau. Dialogues de René Marchand. Réalisation de Marcel Moussy.

Rappel du premier épisode :

Dans la nuit du 20 au 21 septembre 1920, un incendie ravage le domaine de Claudieuse, le comte de Claudieuse est blessé de deux coups de feu, son garde est tué. Un témoin accuse, à la grande surprise, monsieur de Boiscoran. Le juge Galpin-Davaline ordonne l'arrestation du suspect...

Résumé du deuxième épisode :

Jacques de Boiscoran a refusé l'assistance d'un avocat. Mais la marquise et Denise, sa fiancée, s'assurent le concours d'un avocat, maître Folga, ami de guerre et d'un policier peu orthodoxe. Au cours de l'enquête qu'il mène à Sauveterre, le policier a confirmation d'indices et de témoignages accablants pour Jacques...

## 21.30 Apostrophes

Emission de Bernard Pivot.  
L'URSS et vous.

Avec Vladimir Boukovski (« Et le vent reprend ses tours » chez Laffont), Claude Frioux (« L'URSS et nous » aux Editions sociales), Jean et Nina Kehayan (« la Rue du prolétaire rouge » au Seuil).

22.40 Journal.

## 22.45 « Ma femme est une sorcière »

Film américain de René Clair (1942), en version française. Avec Véronica Lake, Frédéric March, Robert Benchley, Susan Hayward.

« Ma femme est une sorcière » est le troisième des cinq films que René Clair tourna aux Etats-Unis pendant la guerre. C'est un film de sorcellerie sans être pour autant un film d'horreur. A partir d'un scénario dont il n'est pas l'auteur, René Clair a constitué une comédie fantastique et satirique proche de la vie, un véritable divertissement. Le ton en est léger, la plaisanterie pudique, le rythme soutenu, les gags et les trucages nombreux. Un film qui ne se prend pas au sérieux et que l'on regardera avec plaisir.



20.00 Les jeux de vingt heures. 20.30 Le nouveau vendredi, émission d'André Sabas. Partir pour mourir un peu. Enquête de Véronique Bonnet. Réalisation de Patrice Grenier.

## 21.30 Emma ou la parenthèse

Film TV, scénario de David-André Lang. Réalisation de Marcel Boudu.

L'action se déroule pendant le Festival du théâtre, consacré cette année-là à l'Amérique latine. La musique américaine comme l'écho de la douleur d'un continent jette un trouble dans la ville. Un matin, une jeune femme, Emilie, chasse Marc, son amant, et va à la gare attendre son père. Pourquoi vient-il précisément ce matin-là ? Peut-être parce qu'Emilie veut faire le point sur les hommes, savoir pourquoi son père a quitté sa mère et pourquoi elle ne l'a revue depuis 10 ans. Lâché du père, « machisme » de l'amant : une femme peut-elle vivre avec un homme ? Elle s'interroge d'autant qu'elle se sent très attirée par son amie Viviane.

SAMEDI



10.45 Commémoration de l'armistice de 1918. Quand on fête les massacres. 11.20 La Première Guerre mondiale, documentaire. 12.45 Jeune pratique. 13.00 Journal. 13.30 Le monde de l'accordéon. 13.45 Toujours le samedi, émission préparée par Martine Rousseau. Kung Fu, variétés, dessin animé.

## 16.50 Histoires de la musique populaire américaine. Folk, guerre et contestation

Le folk, à la différence de la musique country ne fut pas seulement un simple divertissement, mais surtout un moyen d'expression pour les Blancs défavorisés. Peu à peu, des gens comme Woody Guthrie ou Pete Seeger en feront un chant d'amour, un appel à la paix. Nous entendons aujourd'hui des chants de l'IRA, des chants anticommunistes, des chants anti-américains et antivietnamiens.

18.05 Trente millions d'amis. 18.40 Magazine auto-moto. 19.20 La vie en vert. 19.45 L'inconnu de 19 h 45. 20.00 Journal. 20.30 Enrico Macias. 21.35 Voyage dans l'inconnu, série américaine. 22.30 Télé-foot. 23.30 Journal et fin des émissions.



12.45 Samedi et demi, magazine : comment vivait-on pendant les années 1914-1918 ? 13.35 Des animaux et des hommes.

## 14.30 Les jeux du stade

Emission préparée par Jean Lanzi et Robert Chapatte. Réalisation de Jean Cohen. Rugby : France-URSS, en direct de Toulouse. Commentaires de Roger Couderc. Eh oui, le rugby s'internationalise. Rugby : Galles-Nouvelle-Zélande, en direct de Cardiff. Commentaires de Pierre Salviac. Cette fois, on reste dans la grande tradition du rugby. Un match à ne pas rater. Tennis de table : internationaux de France. En différé.

## 17.10 Salle des fêtes

Emission de Gilbert Kahn. Réalisation d'Agnès Delarive. Théâtre : « Caligula » d'Albert Camus. « Le Triangle » de Saunders. « Le Voyageur de carton », « Good Day » et « mesure pour mesure ». Province : « Topaze » de Pagnol à Versailles. Cinéma : Jacques Villeret dans le « Passe-Montagne ». Variétés : Maxime Le Forestier, Maria Maria et le ballet Belo Horizonte. Musique : Christian Ludwig à l'opéra.

18.00 Course autour du monde. 18.55 Des chiffres, des lettres. 19.20 Charlot chasseur de dot. 19.45 Top club. 20.00 Journal. 20.35 La preuve par cinq, film-TV. Scénario de Pierre Dumayet. Réalisation de Jeannette Hubert. 22.00 Sur la sallette. 22.45 Nocturne. 23.30 Journal et fin des émissions.



18.30 Pour la jeunesse. 18.10 Soir 3.

## 19.20 François Rude ou les murmures et les clameurs

Emission de Denis Rouget. Réalisation de Claude Him. FR3 Dijon.

« La Marseillaise », qui orne le pied droit de l'Arc de triomphe de l'Etoile à Paris, c'est lui. Lui, c'est François Rude, né en 1784 à Dijon. Sculpteur bonapartiste, l'épopée révolutionnaire et celle de l'Empire lui ont inspiré ses créations les plus célèbres.

19.55 Il était une fois... l'homme. 20.00 Les jeux de vingt heures.

## 20.30 On ne badine pas avec l'amour

D'Alfred de Musset. Une spectacle de la Comédie française enregistré au théâtre de la Porte-Saint-Martin. Mise en scène de Simon Eine. Réalisation de Roger Kahane.

Avec Francis Huster, Béatrice Agenin, Michel Etcheverry, Perdican, fils du baron, revient au château majeur et nanti d'un diplôme de docteur en droit. Le même jour, sa cousine Camille rentre au couvent. Le baron a formé le dessein de marier les deux jeunes gens. Ils se retrouvent après des années d'absence, mais leur susceptibilité exacerbée rend ces retrouvailles difficiles... Une mise en scène des plus classiques et des décors conventionnels n'atténuent pas trop le charme certain de cette pièce.

22.00 Soir 3. 22.20 Courts métrages français : Raoul Dufy.

DIMANCHE



9.15 A Bible ouverte. 10.30 Le jour du Seigneur. 12.00 Séquence du spectateur. 12.30 TF1-TF1, magazine de Maurice Bruzek. 13.00 Journal. 13.20 C'est pas sérieux. 14.15 Les rendez-vous du dimanche. 15.30 Tiercé à Auteuil. 15.35 L'Escadron, série américaine. 16.25 Sports première, avec tennis de table, boxe, le sport en Chine. 17.50 Au plaisir de Dieu, film-TV en six épisodes (5<sup>e</sup>). 19.25 les animaux du monde : « Le singe remonte à l'homme ». 20.00 Journal. 20.30 La Jument Verte, film français de Claude Autant-Lara (1959). Avec Bourvil, Sandra Milo, Francis Blanche, Yves Robert. 22.05 Concert Vivaldi, réalisation d'Aimée Mortimer. Les Quatre saisons. 22.50 Journal et fin des émissions.



11.00 Quatre saisons. 11.30 La vérité est au fond de la marmite.

## 12.00 Chorus

Emission d'Antoine de Caunes. Présentation de Patrice Blanc-Franquart. Réalisation de Claude Ventura. Kevin Coyne. Son groupe s'est dissout en 1976. Aussi est-ce au mois de mai de cette année-là que Kevin commence une carrière solo. Seul sur scène, il met en relief les aspects les plus conventionnels de son talent, aux dépens des influences qu'il a reçues de la rock music. après avoir écrit plusieurs émissions musicales pour la télévision britannique, Kevin est revenu à la scène en janvier 1977, avec une série de concerts qui ont démontré de façon éclatante l'intensité et en même temps l'exubérance de son spectacle. En mars 1978, Kevin Coyne a sorti un nouvel album solo « Dynamite Daze », dans un mélange détonnant. Accompagné de Zoot Money, un complice et un ami de longue date, il donne aujourd'hui un aperçu de son savoir-faire. Oriental Wind. C'est un groupe de jazz turco-suédois.



12.40 Ciné malices. 13.15 Journal. 14.30 L'âge de cristal. 15.20 En savoir plus. 16.20 Le petit théâtre du dimanche. 16.55 Monsieur Cinéma. 17.35 Chocolat du dimanche.

## 18.05 : Kit Carson

Feuilleton de Vincent Mac Eveety. Une production des studios Walt Disney. Avec Christopher Connelly, Robert Reed, Gary Lockwood. Deuxième épisode.

19.00 Stade 2. 20.00 Journal. 20.30 Kojak, série américaine. 21.30 Kokoschka, émission de J. Tescari. C'est un grand peintre, le plus grand de notre siècle disent certains. 22.25 Catch. 22.55 journal. 23.15 Fin des émissions.



10.00 Images du... Maroc. 10.30 Mosaïque. 16.30 L'Espace musical : Rudolph Serkin au Carnegie Hall. 17.30 Mitsy, d'après une nouvelle d'Henri Lapiere. 18.00 L'invité de FR3, émission de Jean-Pierre Alessandrini et Jean-Michel Royer. César. 19.45 Spécial TOM-DOM. 20.00 Histoires de France : Nice01900. 20.30 rue des archives. 21.30 Soir 3. 21.40 Encyclopédie du cinéma français. Les années 1920. 22.00 Hollywood-USA. Liza Minelli.

## 22.30 « Le Monde, la Chair et le Diable »

Film américain de Ronald Mac Dougall (1959) en version originale sous-titrée. Avec Harry Belafonte, Inger Stevens, Mel Ferrer.

Alors qu'il se trouve au fond d'une mine, Ralph Burton, un Noir, est pris dans un éboulement. Après avoir attendu plusieurs heures les équipes de secours, il tente de sortir par ses propres moyens, et réussit à atteindre l'air libre. Il découvre alors avec stupéfaction que les habitants ont disparu...

24.00 fin des émissions et c'est pas triste !

